



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU MALI
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité National de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2015



REPUBLIQUE DU MALI
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité National de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2015

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES.....	4
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
AVANT PROPOS.....	6
RESUME.....	7
INTRODUCTION.....	8
1. Conjoncture économique et financière internationale.....	8
2. Evolution de la situation économique, financière et monétaire au Mali.....	10
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	14
1.1 Balance commerciale de biens.....	15
1.1.1 Exportations de biens	15
1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens.....	15
1.1.1.2 Composition des exportations de biens.....	16
1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens.....	19
1.1.2 Importations de biens.....	21
1.1.2.1 Evolution globale des importations de biens.....	21
1.1.2.2 Composition des importations de biens.....	21
1.1.2.3 Orientation géographique des importations	22
1.2 Balance des services.....	24
1.2.1 Exportations de services.....	24
1.2.2 Importations de services.....	25
1.3. Compte de revenu primaire.....	26
1.4. Compte de revenu secondaire.....	27
II. COMPTE DE CAPITAL.....	29
2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits.....	29
2.2 Transferts en capital.....	29
III. COMPTE FINANCIER.....	30
3.1 Investissements directs.....	30
3.2 Investissements de portefeuille	31
3.3 Dérivés financiers.....	31
3.4 Autres investissements.....	31
I.V CAPITAUX MONETAIRES.....	32
4.1 Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	32
4.2 Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	32
4.3 Avoirs et engagements des institutions monétaires	33
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	33
5.1 Evolution de la position extérieure globale nette.....	33
5.2 Structure géographique de la position extérieure globale	35
5.3 Ventilation sectorielle de la position extérieure globale	35
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	37
ANNEXES.....	38
Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali.....	40
Annexe 2 : Ajustements des données monétaires.....	47
Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes.....	48

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES

GRAPHIQUES

	Pages
Graphique 1 : Evolution du compte courant	14
Graphique 2 : Structure du compte courant	15
Graphique 3 : Evolution des exportations de marchandises	17
Graphique 4 : Destination des exportations	19
Graphique 5 : Commerce intra-UEMOA en 2015	20
Graphique 6 : Structure des exportations vers les autres pays de l'UEMOA	20
Graphique 7 : Evolution des importations de marchandises FOB	22
Graphique 8 : Origine des importations	22
Graphique 9 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA	23
Graphiques 10 : Evolution de la balance des services	24

TABLEAUX

	Pages
Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises et des monnaies de pays voisins	9
Tableau 2 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)	12
Tableau 3 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)	13
Tableau 4 : Evolution du compte de transactions courantes	14
Tableau 5 : Evolution du compte de biens	15
Tableau 6 : Evolution des exportations de biens	16
Tableau 7 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations	16
Tableau 8 : Evolution des exportations par principaux produits	17
Tableau 9 : Evolution des importations de biens	21
Tableau 10 : Evolution des importations par principaux produits	22
Tableau 11 : Evolution des exportations et importations de services	24
Tableau 12 : Evolution de la balance des services	24
Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire	27
Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire	27
Tableau 15 : Evolution du compte de capital	29
Tableau 16 : Evolution du compte financier	30
Tableau 17 : Evolution des avoirs et des engagements de la Banque Centrale	32
Tableau 18 : Evolution des avoirs et des engagements des autres institutions de dépôts	33
Tableau 19 : Evolution des avoirs extérieurs nets	33
Tableau 20 : Variation de la position extérieure globale nette	34
Tableau 21 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette	35
Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette	36

ENCADRES :

Encadré 1: Présentation des statistiques de balance des paiements	11
Encadré 2: Filière or	18
Encadré 3: Assistance militaire reçue dans le cadre du processus de sortie de crise	28

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AP	:	Administrations publiques
ASECNA	:	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BADEA	:	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCE	:	Banque Centrale Européenne
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	:	Banque Islamique de Développement
BIDC	:	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	:	Banque Ouest Africaine de Développement
CAF	:	Coût, Assurance et Fret (se dit de la valeur d'une marchandise incluant les frais de transport et d'assurance)
CMDT	:	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
DGD	:	Direction Générale des Douanes
DGDP	:	Direction Générale de la Dette Publique
DNCC	:	Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence
DNGM	:	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
DNTTFM	:	Direction Nationale des Transports Terrestres, Fluviaux et Maritimes
INSTAT	:	Institut National de la Statistique
DNTCP	:	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAB ou FOB	:	Franco à bord ou free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport, d'assurance, etc., supportés au-delà de la frontière du pays exportateur)
FAD	:	Fonds Africain de Développement
FED	:	Fonds Européen de Développement
FEM	:	Fonds pour l'Environnement Mondial
FCFA	:	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	:	Fonds Monétaire International
IADM	:	Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale
ISBLM	:	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
ONAP	:	Office National des Produits Pétroliers
PEG	:	Position Extérieure Globale
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTE	:	Pays Pauvres Très Endettés (Initiative)
PRED	:	Plan pour la Relance Durable
TOFE	:	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	:	Union Monétaire Ouest Africaine
URTNA	:	Union des Radiodiffusions et Télévisions Nationales d'Afrique

AVANT-PROPOS

L'élaboration de la balance des paiements des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a été confiée à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) aux termes des dispositions du Traité de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) et des textes réglementant les relations financières extérieures desdits Etats (Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010). Dans ce cadre, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, régulièrement révisé pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.

Avec l'adoption par le Fonds Monétaire International de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), la Banque Centrale a procédé à une refonte du dispositif qui vise, d'une part, la confection des comptes extérieurs par la prise en compte des changements introduits par le MBP6 et, d'autre part, l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données.

La sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Le manuel permet aussi de renforcer l'intégration avec les autres comptes statistiques, qui ont connu des progrès méthodologiques au cours des années récentes, notamment le Système de Comptabilité Nationale des Nations-Unies (SCN 2008) et le manuel de statistiques monétaires et financières.

Par ailleurs, le MBP6 met davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6^{ème} édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits.

Les autres révisions relatives au dispositif d'élaboration des comptes extérieurs visent à maintenir la conformité des statistiques sur les transactions extérieures dans l'UEMOA aux normes internationales. La refonte implique des modifications sur le système de collecte (questionnaire, échantillonnage, etc.) et sur l'application informatique dédiée à l'élaboration de la balance des paiements. Les améliorations concernent principalement (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activité des données, (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, ainsi que des transactions des institutions sous-régionales avec des entités non-résidentes de l'Union.

Le nouveau dispositif prévoit également la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux ». Ces informations permettent d'évaluer la PEG d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'une analyse de ses variations dues à des transactions et celles qui sont liées à des fluctuations des prix d'actifs, des taux de change ou de reclassification.

La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes types et des principes d'élaboration.

RESUME

L'environnement économique et financier international en 2015 s'est caractérisé par un ralentissement de l'activité économique, du fait de la volatilité des marchés financiers et la baisse des cours des matières premières. Ainsi, le taux de croissance réel de l'économie mondiale est ressorti à 3,2% en 2015 contre 3,4% en 2014.

L'inflation a poursuivi sa tendance baissière au cours de l'année 2015, en liaison avec la baisse des prix des produits pétroliers. Dans les pays avancés, le taux d'inflation s'est établi en moyenne à 0,3% en 2015, contre 1,4% en 2014. Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié face aux principales devises, en liaison avec les mesures d'assouplissement de la politique monétaire prises par la Banque Centrale Européenne.

Au sein des pays de l'UEMOA, l'activité économique est demeurée vigoureuse en 2015, soutenue par l'augmentation de la production manufacturière et agricole, le dynamisme de la branche "bâtiments et travaux publics" ainsi que l'essor des services. Le taux de croissance économique réel est ressorti à 6,6% en 2015, après 6,5 % en 2014. Le taux d'inflation (variation moyenne de l'indice harmonisé des prix à la consommation - IHPC) est ressorti à 1,0% en 2015 contre -0,1% enregistré l'année précédente.

Au Mali, un ralentissement de l'activité économique a été observé en 2015, avec un taux de croissance du PIB de 6,0%, après 7,0% en 2014. Le taux d'inflation mesuré par la variation moyenne de l'IHPC s'est établi à 1,4% en 2015, contre 0,9% en 2014, conforme à l'objectif d'inflation de 3,0% maximum fixé dans le cadre de la convergence de l'UEMOA. Reflétant les efforts déployés par le Gouvernement pour renforcer l'efficacité de l'administration fiscale, le déficit global des finances publiques, base engagements et hors dons, s'est réduit en 2015, avec un montant de 348.800 millions, soit 4,5% du PIB en 2015 contre 5,1% en 2014.

Les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde pendant l'année 2015 font état d'une légère amélioration du profil des échanges extérieurs, dont le solde global est ressorti déficitaire de 86.581 millions, après le déficit de 133.033 millions enregistré un an plus tôt.

Le compte des transactions courantes est ressorti déficitaire de 412.492 millions en 2015, en détérioration de 78.349 millions par rapport au montant de l'année 2014. S'agissant du compte financier, il affiche un solde de -161.947 millions, après -106.306 millions en 2014. Ce montant correspond à 188.796 millions d'acquisition nette d'actifs financiers et 350.743 millions d'accroissement net des passifs.

Résultant des diverses évolutions citées ci-dessus, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont contractés de 102.046 millions à fin 2015 tandis que ceux des autres institutions de dépôts se sont consolidés de 15.466 millions. Le déficit global de la balance des paiements est ressorti à 86.580 millions contre 133.033 millions en 2014. La position extérieure globale s'est chiffrée à -2.788.224 millions, après -2.537.643 millions un an plus tôt, en raison de l'augmentation plus rapide du stock de passifs financiers envers les non-résidents.

INTRODUCTION

1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE¹

L'environnement économique et financier international a été marqué, au cours de l'année 2015, par le ralentissement de l'activité économique, résultant de la volatilité des marchés financiers et de la baisse des cours des matières premières. Ainsi, la croissance a poursuivi son ralentissement dans les pays émergents et en développement, tandis que les pays avancés ont connu une reprise modérée. Globalement, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,2% pour l'année 2015, contre 3,4% en 2014.

Dans les pays industrialisés, la croissance économique s'est légèrement accélérée, soutenue par les politiques monétaires accommodantes des banques centrales, l'amélioration des conditions financières et la baisse des prix du pétrole. Aussi, le PIB a-t-il enregistré une hausse de 1,9% en 2015 contre 1,8% un an plus tôt. Aux Etats-Unis, le PIB s'est accru de 2,4% en 2015, tout comme en 2014, en liaison avec le dynamisme de la demande intérieure privée. Au Japon, la croissance de l'économie est redevenue positive en 2015, ressortant à 0,5%, après -0,1% en 2014, sous l'effet des politiques d'assouplissement monétaire ainsi que de la reprise des investissements. Dans la zone euro, l'activité économique est restée dynamique, passant de 0,9% en 2014 à 1,6% en 2015, en liaison avec la vigueur de la demande, consécutive à la baisse des prix du pétrole, au redressement de l'investissement privé et au maintien d'une politique monétaire accommodante.

Au niveau des pays émergents et en développement, la croissance économique s'est affaiblie, passant de 4,6% en 2014 à 4,0% en 2015, affectée par le ralentissement de l'économie chinoise, la volatilité des marchés financiers, la persistance des tensions géopolitiques et l'impact négatif de la baisse des cours des matières premières pour les pays exportateurs. L'économie chinoise a ralenti, évoluant à un rythme de 6,9% sur l'année, soit son niveau le plus faible depuis 2009, après 7,3% un an plus tôt, sous l'effet de l'atonie de la demande et de la stagnation persistante du secteur immobilier. Le Brésil et la Russie ont, quant à eux, connu une contraction du rythme d'expansion de leur économie, du fait notamment de la chute des cours des matières premières, des tensions sociales et géopolitiques. En Afrique subsaharienne, la croissance a décéléré pour s'établir à 3,4% en 2015, après 5,0% en 2014, sous l'effet de la baisse des prix des produits de base qui a pesé sur les grandes économies de la région, notamment l'Afrique du Sud, l'Angola et le Nigeria. La croissance sud-africaine est ressortie à 1,3% en 2015, contre 1,5% en 2014, affectée par la morosité du secteur minier, la faiblesse des investissements et la situation politique du pays.

Le rythme de la hausse du chômage s'est réduit dans la plupart des pays industrialisés. Ainsi, le taux de chômage est ressorti à 5,0% aux Etats-Unis (-0,6 point), 3,3% au Japon (-0,1 point) et 10,4% en zone euro (-0,9 point). L'inflation a poursuivi sa tendance baissière au cours de l'année 2015, sous l'effet notamment du repli des prix du pétrole. Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation s'est établi en moyenne à 0,3% en 2015, contre 1,4% en 2014, en deçà des objectifs fixés par les banques centrales. Au niveau des pays émergents et en développement, il s'est établi en moyenne à 4,7% en 2015 après 5,4% en 2014.

En 2015, les principales places boursières ont évolué de manière contrastée, évoluant au premier semestre à la hausse sous l'effet de la poursuite de la reprise économique dans les pays avancés et, de manière volatile au deuxième trimestre, suite aux contre-performances de l'économie chinoise. Ainsi, en moyenne, les indices Dow Jones et Nasdaq des Etats-Unis se sont accrus de 4,9% et 13,0% respectivement en 2015, l'indice Nikkeï au Japon a progressé de 23,9% et l'indice EuroStoxx 50 de la Zone euro de 9,6 %. Au niveau des marchés africains, les principaux indices ont enregistré des variations différentes suivant l'orientation de l'activité économique dans les principaux secteurs. Ainsi, les indices phare des places de Lagos et d'Accra se sont contractés respectivement de 21,5% et 5,7%. En revanche, l'indice de la bourse de Johannesburg s'est accru de 5,4%. Dans la zone UEMOA, les indices BRVM₁₀ et BRVM_{Composite} se sont bonifiés de 8,5% et 17,2% respectivement. Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié face aux principales devises, notamment sur la

1. Sources des données : Rapport annuel 2015 de la BCEAO, statistiques BCEAO.

deuxième partie de l'année, en liaison avec le renforcement des mesures d'assouplissement de la politique monétaire de la BCE et le début de la normalisation de la politique monétaire de la Fed. La dépréciation de monnaie unique européenne a atteint 19,8% par rapport au dollar et 13,8%, 4,5% et 11,1% respectivement vis-à-vis du franc suisse, du yen et de la livre sterling. En raison de son ancrage nominal à l'euro, le franc CFA a connu une évolution similaire face aux mêmes devises.

Sur le marché ouest-africain, le franc CFA s'est apprécié de 6,9% par rapport au cedi ghanéen et de 2,7% par rapport au naira nigerian. Par contre, il a reculé de 15,4% et de 12,5% respectivement face au dalasi gambien et au franc guinéen.

Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises et des monnaies de pays voisins

Devises	Taux annuel moyen en FCFA		
	2014	2015	Variation
Dollar des Etats-Unis	493,63	591,15	19,8%
Franc suisse	540,05	614,41	13,8%
Livre sterling	813,42	903,51	11,1%
Yen japonais	4,67	4,88	4,5%
Cedi ghanéen	171,12	159,35	-6,9%
Naira nigerian	3,16	3,07	-2,7%
Dalasi gambien	12,01	13,87	15,4%
Franc guinéen	0,07	0,08	12,5%

Source : BCEAO

Les cours des produits de base se sont, dans l'ensemble, orientés à la baisse, en raison d'une demande mondiale atone, en relation avec le ralentissement de la croissance dans les pays émergents et l'appréciation du dollar. Globalement, les prix des produits énergétiques ont baissé de 44,8% en 2015 et ceux des produits alimentaires de 17,2%. La baisse la plus significative a été observée au niveau du pétrole dont le cours s'est établi en moyenne à 53 dollars le baril, contre 100 dollars en 2014, soit un repli de 47,0%, en raison de l'excès de l'offre de pétrole brut sur le marché, dans un contexte de ralentissement de l'activité économique mondiale.

Concernant les cours des matières premières exportées par l'Union, dominées par les produits agricoles et miniers, ils ont évolué à la baisse, à l'exception de ceux du cacao et de la noix de cajou qui ont enregistré des hausses. Les replis les plus significatifs concernent l'huile de palme (-24,3%), le coton (-15,0%), le café (-12,8%) et l'or (-8,4%). Les cours du coton ont été affectés par l'accroissement de la production et des stocks mondiaux, avec une demande mondiale faible. Le recul du cours de l'or en 2015 est lié à l'appréciation du dollar qui lui est mécaniquement défavorable, en affaiblissant l'attrait du métal jaune pour les investisseurs.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'activité économique est demeurée vigoureuse, en dépit de la morosité de la conjoncture internationale, consécutive à la persistance du ralentissement dans les grands pays émergents. Au plan intérieur, elle a bénéficié d'un climat sociopolitique en amélioration. Le produit intérieur brut en volume de l'Union a progressé de 6,6% en 2015, après 6,5% en 2014. Cette croissance est impulsée par l'augmentation de la production manufacturière, soutenue par l'accroissement de l'offre d'énergie et le dynamisme de la branche "bâtiments et travaux publics", consécutif à la poursuite des investissements publics et privés dans la plupart des Etats membres de l'Union. Elle a également résulté de la production agricole au cours de la campagne 2015/2016 et de l'essor de l'activité des services, notamment dans le domaine des télécommunications et du mobile banking.

L'inflation a été orientée à la hausse en 2015, rompant ainsi avec son profil baissier amorcé en 2012. Toutefois, elle est restée contenue dans les limites compatibles avec la stabilité des prix. En effet, le taux d'inflation en moyenne dans l'Union s'est établi à 1,0% en 2015 contre -0,1% en 2014. Le relèvement du niveau général des prix à la consommation en 2015 est imputable principalement aux

produits alimentaires locaux, notamment les légumes, les céréales et les tubercules. L'évolution des prix a également été sensible au renchérissement des matériaux de construction, en particulier le ciment, avec l'accroissement de la demande de logements neufs.

Le profil des finances publiques des Etats membres de l'Union a porté l'empreinte de la poursuite de l'exécution des programmes d'investissements publics dans les infrastructures, se traduisant par une dégradation du déficit budgétaire hors dons. En effet, le déficit global (base engagements, hors dons) est ressorti 2.185.100 millions à fin décembre 2015, contre 1.590.900 millions un an auparavant. En pourcentage du PIB, ce déficit s'est situé à 4,1% en 2015 contre 3,2% en 2014.

Au niveau des comptes monétaires, la situation de l'UEMOA a été caractérisée en 2015 par un accroissement de la masse monétaire (14,4%) consécutif à la progression du crédit intérieur, atténué par la baisse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires. En effet, l'encours du crédit intérieur a augmenté de 17,7% par rapport à son niveau à fin décembre 2014, sous l'effet combiné de la hausse des concours bancaires au secteur privé et des créances nettes sur les Etats. Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont baissé de 115.000 millions (2,4%), comparativement à leur niveau de 2014. Quant aux réserves officielles de change de la Banque Centrale, elles ont augmenté de 453.400 millions, pour se situer à 7.487.000 millions à fin décembre 2015, avec un taux de couverture de l'émission monétaire de la Banque Centrale de 80,2% à fin décembre 2015 contre 84,3% à fin décembre 2014. En liaison avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est consolidée de 14,4%.

Dans un contexte caractérisé par une inflation faible et des incertitudes sur les perspectives de croissance économique, la Banque Centrale a maintenu inchangés ses taux d'intérêt directeurs, afin de soutenir l'activité économique. Ainsi, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal sont demeurés respectivement à 2,50% et 3,50%, niveaux en vigueur depuis le 16 septembre 2013.

2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE AU MALI²

En 2015, le taux de croissance économique réel est ressorti à 6,0% contre 7,0% en 2014. Cette performance est imputable principalement aux secteurs primaire et tertiaire. A prix courants, la richesse totale créée a atteint 7.748.000 millions, en hausse de 8,9% par rapport à l'année 2014 où elle s'est portée à 7.114.000 millions.

Le taux de croissance du secteur primaire a été de 7,6% en 2015, contre 8,7% en 2014. Le ralentissement par rapport à 2014 s'explique par la baisse de la production de la branche "agriculture d'exportation" (-5,8% en 2015 contre 22,6% en 2014) ainsi que celle de la branche élevage (4,4% en 2015 contre 5,0% en 2014).

S'agissant du secteur secondaire, la croissance s'est établie à -1,1% en 2015 contre 10,9% en 2014, en rapport essentiellement avec la contre-performance des branches "agroalimentaire" et "textile" qui ont affiché des taux de croissance respectifs de -11,8% et -8,6% en 2015 contre 32,8% et 27,2% en 2014, en liaison avec la production de coton.

Le secteur tertiaire a enregistré un taux de croissance de 7,4% en 2015, contre 5,2% en 2014. Cette hausse est en grande partie imputable aux branches "transports et communication" et "activités d'administration publique", qui sont ressorties en progression de 10,6% et de 10,4% respectivement en 2015 contre 7,4% et 6,2% en 2014.

Le taux d'inflation, mesuré par la variation de l'IHPC, s'est établi à 1,4% en 2015, après 0,9% en 2014, conforme à la norme communautaire de l'UEMOA (3,0% maximum).

² Sources des données : INSTAT, DNTCP (TOFE), BCEAO.

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2015 s'est traduite par une diminution du déficit global, base engagements et hors dons, à 348.800 millions, soit 4,5% du PIB contre 5,1% en 2014. Cette évolution résulte d'une hausse des recettes budgétaires qui se sont inscrites à 1.134.200 millions en 2015, dont 95,4% de recettes fiscales, après 940.800 millions en 2014 avec 94,7% de recettes fiscales. Les recettes fiscales se sont établies à 14,0% du PIB en 2015, contre 12,5% en 2014. Les dons, pour leur part, ont atteint 207.700 millions (2,7% du PIB) en 2015, après 157.500 millions (2,2% du PIB) en 2014. Les dépenses totales et prêts nets se sont inscrits à 1.622.300 millions en 2015, en hausse de 14,3%. S'agissant des dépenses courantes, elles se sont chiffrées à 922.000 millions en 2015, dont 358.200 millions de dépenses de personnel, contre 848.100 millions dont 313.400 millions au titre des charges de personnel une année plus tôt. Rapportées aux recettes fiscales, les dépenses courantes sont passées de 95,2% en 2014 à 85,2% en 2015.

La situation monétaire à fin 2015 a été caractérisée par la contraction de la position extérieure nette des institutions monétaires et l'accroissement du crédit intérieur. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont établis à 473.087 millions, en repli de 86.580 millions ou 15,5% par rapport à leur niveau de fin 2014, du fait du fléchissement de 102.046 millions de la position extérieure de la Banque Centrale, atténuée par le raffermissement de 15.466 millions de celle des banques. Quant à l'encours du crédit intérieur, il s'est accru de 320.289 millions (ou 23,3%) pour s'établir à 1.692.226 millions à fin 2015. Cette évolution résulte de l'augmentation de 289.440 millions des crédits à l'économie et de la dégradation de 30.849 millions de la position nette du Gouvernement. Pour ce qui est de la masse monétaire, elle s'est inscrite à 2.237.133 millions à fin 2015, soit 13,2% d'accroissement par rapport à son niveau de fin 2014, reflétant l'évolution de ses contreparties.

Résultant de l'évolution de l'environnement international et national décrite ci-dessus, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde se sont soldées par un déficit de 86.580 millions au terme de l'année 2015, après le déficit de 133.033 millions à fin 2014. Quant à la position extérieure globale à fin 2015, elle s'est établie à -2.788.224 millions, en détérioration de 250.582 millions, du fait de l'augmentation plus rapide du stock de passifs financiers.

Les différentes transactions économiques et financières du Mali avec l'extérieur sont décrites et analysées dans le présent rapport scindé en cinq parties : le compte des transactions courantes, le compte de capital, le compte financier, les capitaux monétaires et la position extérieure globale.

Encadré 1: Présentation des statistiques de balance des paiements

Les transactions de balance des paiements sont présentées à travers les tableaux 2 et 3 ci-après. Le tableau 2 correspond à la présentation standard résumée, telle qu'établie par la sixième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le " tableau 3 (optique BCEAO) " est une présentation analytique qui permet de dégager un solde global (monétaire) correspondant à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements qui sont présentés dans les tableaux en annexe. En effet, cette présentation fait ressortir la variation des avoirs extérieurs nets comme la somme de la variation des avoirs extérieurs officiels nets (Banque Centrale) et de ceux des autres institutions de dépôts.

La différence entre les deux présentations apparaît au niveau du compte financier, sur les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements ». Dans la présentation FMI, ces rubriques intègrent les opérations des quatre secteurs institutionnels (Administrations publiques, Autres secteurs, Banque Centrale et autres institutions de dépôts), alors que dans la présentation "optique BCEAO", les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements » excluent les opérations des institutions monétaires (Banque Centrale et autres institutions de dépôts). Ainsi, un solde global de la balance des paiements est dégagé et les opérations des institutions monétaires sont alors présentées sous forme de financement (ou utilisation) de ce solde global.

Tableau 2 : Balance des paiements 2015 en termes de transactions (présentation résumée)

(en millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	2 958 768,88	3 371 260,54	-412 491,66
1.A	Biens et services	1 862 831,58	3 067 769,53	-1 204 937,95
1.A.a	Biens	1 606 794,27	1 888 092,75	-281 298,48
1.A.a.1	Marchandises générales	602 655,41	1 888 092,75	-1 285 437,34
1.A.a.1.1	Dont réexportations			
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoc	0,00	0,00	0,00
1.A.a.3	Or non monétaire	1 004 138,86	0,00	1 004 138,86
1.A.b	Services	256 037,31	1 179 676,78	-923 639,47
1.A.b.3	Transport	8 329,10	393 017,85	-384 688,75
1.A.b.3.0.2	Dont fret	5 733,22	348 398,30	-342 665,08
1.A.b.4	Voyages	109 924,60	88 590,05	21 334,55
1.A.b.0	Autres services	137 783,61	698 068,88	-560 285,27
1.B	Revenus primaires	56 675,03	231 519,91	-174 844,88
1.B.1	Revenus des salariés	22 740,11	21 399,49	1 340,62
1.B.2	Revenus des investissements	29 774,92	203 257,42	-173 482,50
1.B.3	Autres revenus primaires	4 160,00	6 863,00	-2 703,00
1.C	Revenus secondaires	1 039 262,27	71 971,10	967 291,17
1.C.1	Administrations publiques	546 818,37	3 955,00	542 863,37
1.C.1.4	Aides budgétaires	70 200,00		70 200,00
1.C.2	Autres secteurs	492 443,90	68 016,10	424 427,80
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	460 238,60	57 178,80	403 059,80
2	Compte de capital	207 917,15	5 459,80	202 457,35
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	534,00	4 459,00	-3 925,00
2.2	Transferts en capital	207 383,15	1 000,80	206 382,35
2.2.1	Administrations publiques	178 672,00	0,00	178 672,00
	Remises de dettes	59 872,00	0,00	59 872,00
2.2.2	Autres secteurs	28 711,15	1 000,80	27 710,35
3	Compte financier	154 947,36	403 475,14	-248 527,78
3.1	Investissements directs	48 699,02	162 893,92	-114 194,90
3.2	Investissements de portefeuille	31 391,27	63 436,95	-32 045,68
3.3	Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00
3.4	Autres investissements	172 190,07	177 144,27	-4 954,20
3.5	Avoirs de réserves	-97 333,00	0,00	-97 333,00
6	Erreurs et omissions nettes	-3 011 738,67	-2 973 245,20	-38 493,47

Source : BCEAO

Tableau 3 : Balance des paiements 2015 en termes de transactions (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

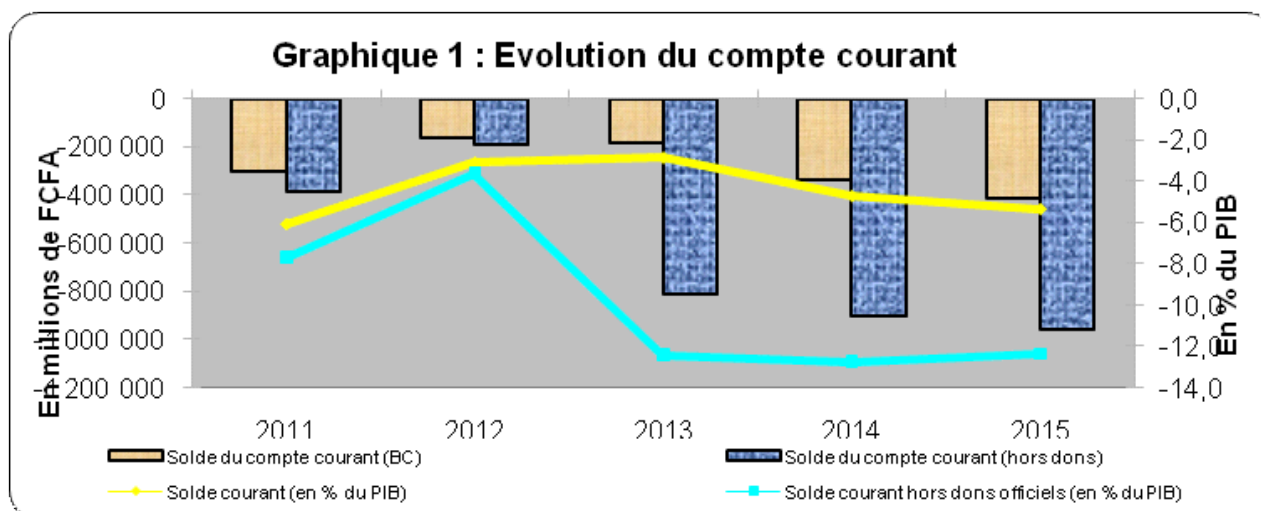
	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	2 958 768,88	3 371 260,54	-412 491,66
1.A	Biens et services	1 862 831,58	3 067 769,53	-1 204 937,95
1.A.a	Biens	1 606 794,27	1 888 092,75	-281 298,48
1.A.a.1	Marchandises générales	602 655,41	1 888 092,75	-1 285 437,34
1.A.a.1.1	Dont réexportations			
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoc	0,00	0,00	0,00
1.A.a.3	Or non monétaire	1 004 138,86	0,00	1 004 138,86
1.A.b	Services	256 037,31	1 179 676,78	-923 639,47
1.A.b.3	Transport	8 329,10	393 017,85	-384 688,75
1.A.b.3.0.2	Dont fret	5 733,22	348 398,30	-342 665,08
1.A.b.4	Voyages	109 924,60	88 590,05	21 334,55
1.A.b.0	Autres services	137 783,61	698 068,88	-560 285,27
1.B	Revenus primaires	56 675,03	231 519,91	-174 844,88
1.B.1	Revenus des salariés	22 740,11	21 399,49	1 340,62
1.B.2	Revenus des investissements	29 774,92	203 257,42	-173 482,50
1.B.3	Autres revenus primaires	4 160,00	6 863,00	-2 703,00
1.C	Revenus secondaires	1 039 262,27	71 971,10	967 291,17
1.C.1	Administrations publiques	546 818,37	3 955,00	542 863,37
1.C.1.4	Aides budgétaires	70 200,00	0,00	70 200,00
1.C.2	Autres secteurs	492 443,90	68 016,10	424 427,80
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	460 238,60	57 178,80	403 059,80
2	Compte de capital	207 917,15	5 459,80	202 457,35
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	534,00	4 459,00	-3 925,00
2.2	Transferts en capital	207 383,15	1 000,80	206 382,35
2.2.1	Administrations publiques	178 672,00	0,00	178 672,00
	Remises de dettes	59 872,00	0,00	59 872,00
2.2.2	Autres secteurs	28 711,15	1 000,80	27 710,35
				0,00
3	Compte financier	188 795,85	350 743,14	-161 947,29
3.1	Investissements directs	48 699,02	162 893,92	-114 194,90
3.2	Investissements de portefeuille	74,92	63 752,22	-63 677,30
3.3	Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00
3.4	Autres investissements	140 021,91	124 097,00	15 924,91
	Administrations publiques	0,00	127 700,00	-127 700,00
3.5	Autres secteurs	140 021,91	-3 603,00	143 624,91
6	Erreurs et omissions nettes	-3 011 738,67	-2 973 245,20	-38 493,47
7	Solde global	-33 848,49	52 732,00	-86 580,49
8	Avoirs et engagements extérieurs	33 848,49	-52 732,00	86 580,49
8.1	Banque Centrale	97 333,00	-4 713,00	102 046,00
8.2	Autres institutions de dépôts	-63 484,51	-48 019,00	-15 465,51

Source : BCEAO

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes, poste de la balance des paiements qui regroupe l'ensemble des échanges de biens, de services et de revenus, avec ou sans contrepartie réelle (transferts courants), entre agents économiques résidents et non-résidents, est ressorti déficitaire de 412.492 millions en 2015, en détérioration de 78.349 millions par rapport au niveau enregistré en 2014. Cette dégradation résulte, en partie, de la contre-performance enregistrée dans les échanges commerciaux qui ont affiché un déficit de 281.299 millions, après le déficit de 251.295 millions enregistré en 2014. De même, le déficit des services s'est accentué de 73.785 millions, en liaison avec l'augmentation des flux d'importation de plusieurs postes des services. Ces évolutions défavorables ont cependant été atténuées par les performances enregistrées en 2015 au niveau des revenus primaire et secondaire.

Rapporté au PIB, le solde du compte courant s'est détérioré avec un déficit de 5,3% (12,3% hors transferts officiels) en 2015 contre 4,7% (12,7% hors transferts officiels) en 2014. Le graphique et le tableau ci-après retracent l'évolution du compte des transactions courantes entre 2011 et 2015.



Source : BCEAO

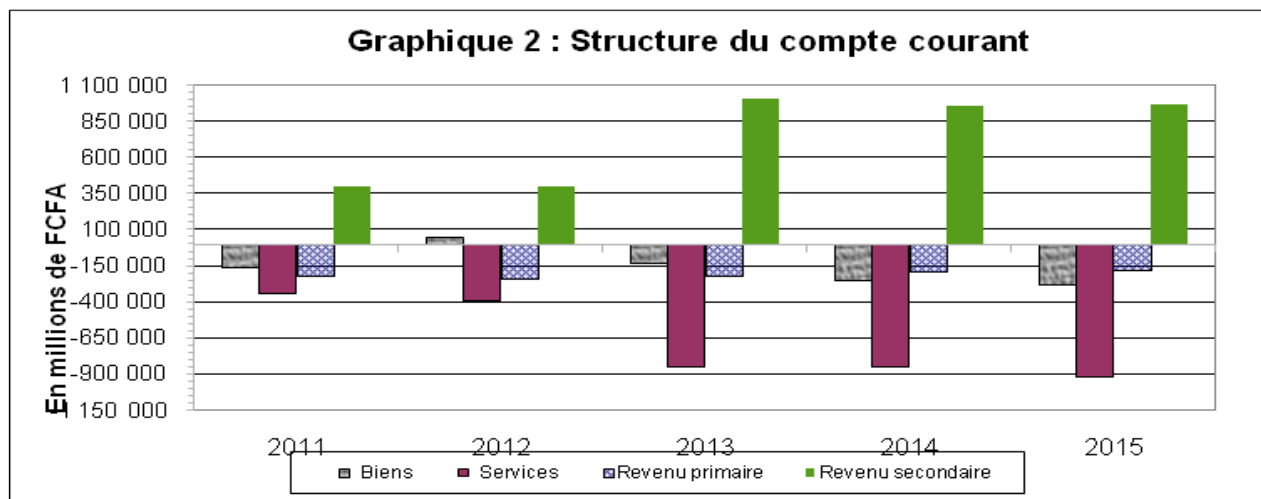
Tableau 4 : Compte de transactions courantes

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Biens et services	-495 610	-332 570	-976 937	-1 101 349	-1 204 938
Biens	-157 057	57 014	-122 797	-251 295	-281 299
Services	-338 553	-389 584	-854 140	-850 055	-923 639
Revenu primaire	-212 567	-234 831	-213 687	-190 012	-174 845
Revenu secondaire	403 770	405 461	1 005 528	957 218	967 291
Solde du compte courant (BC)	-304 407	-161 940	-185 095	-334 143	-412 492
Solde du compte courant (hors dons)	-385 452	-190 943	-810 455	-903 941	-955 355
PIB nominal	5 028 000	5 290 668	6 544 000	7 114 000	7 748 000
Solde courant (en % du PIB)	-6,1	-3,1	-2,8	-4,7	-5,3
Solde courant hors dons officiels (en % du PIB)	-7,7	-3,6	-12,4	-12,7	-12,3

Source : BCEAO

Le graphique ci-dessous retrace la structure du déficit des transactions courantes, imputable, au titre de l'année 2015, à l'ensemble des postes du compte courant, à l'exception du revenu secondaire structurellement excédentaire, du fait de l'importance des envois de fonds des travailleurs migrants dont les flux reçus dépassent l'aide publique au développement.



Source : BCEAO

1.1 Balance commerciale

Les transactions commerciales avec l'extérieur se sont soldées en 2015 par un déficit de 281.299 millions, en détérioration de 30.004 millions par rapport à 2014 où elles avaient affiché un déficit de 251.295 millions. Cette dégradation de 11,9% est imputable à l'augmentation de 13,6% des importations que n'a pu compenser la hausse de 16,4% des exportations.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 85,1%, en amélioration de 0,6 point par rapport à 2014. De même, le degré d'ouverture commerciale est ressorti à 22,6%, en hausse de 1,5 point de pourcentage par rapport à 2014.

Tableau 5 : Compte de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Exportations de biens	1 127 655	1 532 160	1 419 525	1 374 174	1 606 794
Importations de biens	1 284 712	1 475 146	1 542 322	1 625 469	1 888 093
Balance commerciale de biens	-157 057	57 014	-122 797	-251 295	-281 299
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	87,8	103,9	92,0	84,5	85,1
Degré d'ouverture commerciale (en %)	24,0	28,4	22,6	21,1	22,6

Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.1 Exportations de biens

1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens

Sur la base des données ajustées³ de l'année 2015, les exportations totales ont atteint 1.606.794 millions, en progression de 232.620 millions (ou 16,9%) par rapport au montant de 2014. Cet accroissement est lié à l'ensemble des principaux produits exportés, excepté les engrais, les combustibles minéraux et les fruits.

3. Le tableau A3 en annexe décrit le passage des statistiques douanières aux données de la balance des paiements. Des ajustements de valeur (exportations non contrôlées par les services douaniers) et des ajustements de champ (prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices) permettent de corriger les statistiques douanières.

Tableau 6 : Evolution des exportations de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Marchandises générales	324 137	467 521	455 034	456 474	602 655
dont réexportations	77 405	77 189	72 339		
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	-627	-985	0	0	0
Or non monétaire	804 145	1 065 624	964 491	917 700	1 004 139
TOTAL EXPORT (FOB)	1 127 655	1 532 160	1 419 525	1 374 174	1 606 794

Sources : BCEAO et INSTAT

Le ratio de solvabilité (service de la dette publique extérieure/exportations) s'est détérioré en 2015, en s'affichant à 7,5% contre 5,0% en 2014. Cette évolution résulte de l'ampleur de la hausse (75,2%) du service de la dette par rapport à celle des exportations (16,9%). La hausse du service de la dette, qui se décline en 97.500 millions de remboursement de principal et 23.693 millions de paiement d'intérêts, s'explique par l'amortissement de la dette monétaire française.

Tableau 7 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Exportations totales	1 127 655	1 532 160	1 419 525	1 374 174	1 606 794
Service de la dette publique extérieure	58 800	57 400	61 300	69 183	121 193
Service de la dette/export (en %)	5,2	3,7	4,3	5,0	7,5

Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.1.2 Composition des exportations de biens

Quatre principaux produits dominent les exportations du Mali, à savoir l'or non monétaire (62,5%), le coton fibre (11,4%), les animaux vivants (7,2%) et l'engrais (3,8%).

Les exportations d'or non monétaire se sont accrues de 86.439 millions (ou 9,4%) en 2015, en raison de la hausse du volume exporté et de la dépréciation du FCFA par rapport au dollar US qui a plus que compensé la baisse du cours sur le marché international sur la période. Le prix moyen de vente obtenu par le secteur est ressorti à 19.125,5 FCFA/g en 2015 (19.459,0 FCFA/g pour les sociétés industrielles). Les volumes d'or exportés ont augmenté de 1.633,3 kg ou 3,6% pour atteindre 52.502,5 kilogrammes en 2015. L'accroissement des exportations s'explique en partie par celui de l'or issu de l'orpaillage (production artisanale qui est estimée à 6.000 kilogrammes au cours de la période, soit 11,4% du total des exportations d'or), qui a permis de compenser la baisse de la production des mines de Sadiola et Yatela dont les réserves sont en phase d'épuisement.

Les exportations de fibre de coton se sont, pour leur part, chiffrées à 183.101 millions en 2015, en augmentation de 16.374 millions ou 9,8% par rapport aux réalisations de l'année précédente. Cette hausse est induite par les volumes exportés qui sont ressortis en progression de 51.260,1 tonnes ou 28,4% par rapport à l'année précédente, en ligne avec le niveau de production de coton-graine de la campagne 2014/2015. En revanche, le prix moyen de vente obtenu par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT) est ressorti à 791,0 FCFA/kg en 2015 après 925,0 FCFA/kg la campagne précédente, suite à la baisse des cours du coton sur les marchés internationaux.

Les exportations d'engrais se sont repliées sur la période, après la hausse de 21,8% enregistrée l'année précédente, du fait de baisse de la demande. En effet, elles se sont établies à 61.397 millions, après 94.171 millions en 2014. Les exportations d'engrais, qui constituent 3,8% des exportations totales, sont à destination des pays de la sous-région, notamment le Burkina Faso et la Guinée.

Quant aux exportations d'animaux vivants, elles sont ressorties à 115.164 millions⁴, en augmentation de 71.870 millions (ou 166,0%) par rapport à la période précédente, consécutive à la progression des quantités exportées mais aussi à une révision à la hausse du prix par tête du bétail sur pied. Ces exportations sont constituées essentiellement de bovins et d'ovins à destination des pays côtiers de la sous-région. Les exportations de mangues ont poursuivi leur repli, passant de 10.278 millions en 2014 à 9.483 millions en 2015, sous l'effet de la baisse de la production.

Les exportations de combustibles minéraux, d'un montant de 25.506 millions en 2015, sont relatives aux réexportations de kérosène destinées à l'avitaillement d'aéronefs qui desservent le Mali.

Enfin, les autres produits d'exportation ont affiché une hausse de 96.762 millions, notamment les produits alimentaires (produits vivriers et boissons), les peaux et cuirs ainsi que les machines.

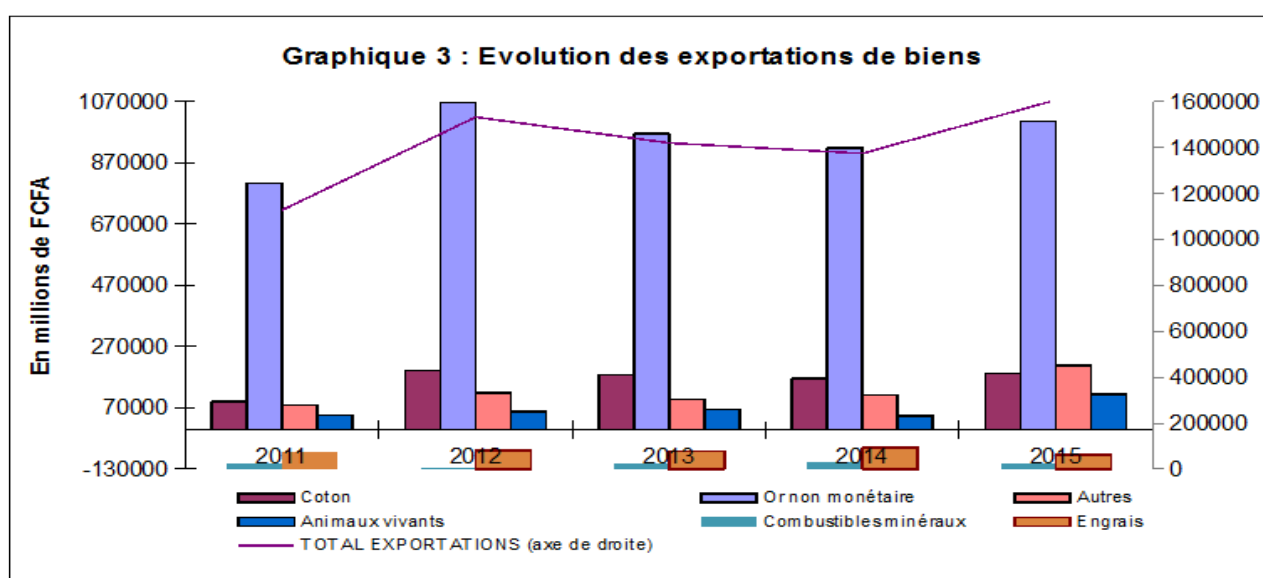
Tableau 8 : Exportations par principaux produits

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Coton	90 900	190 994	176 816	166 727	183 101
part en %	8,1	12,5	12,5	12,1	11,4
Or non monétaire	804 145	1 065 624	964 491	917 700	1 004 139
part en %	71,3	69,6	67,9	66,8	62,5
Animaux vivants	46 247	58 749	64 371	43 294	115 164
part en %	4,1	3,8	4,5	3,2	7,2
Combustibles minéraux	26 218	8 342	24 723	30 761	25 506
part en %	2,3	0,5	1,7	2,2	1,6
Engrais	73 275	82 042	77 291	94 171	61 397
part en %	6,5	5,4	5,4	6,9	3,8
Mangues	8 394	6 744	14 478	10 278	9 483
part en %	0,7	0,4	1,0	0,7	0,6
Autres	78 476	119 665	97 355	111 243	208 004
part en %	7,0	7,8	6,9	8,1	12,9
TOTAL EXPORTATIONS	1 127 655	1 532 160	1 419 525	1 374 174	1 606 794

Sources : BCEAO et INSTAT

Le graphique 3 retrace l'évolution des principales catégories de produits exportés entre 2011 et 2015.



Sources : BCEAO et INSTAT

4. Le niveau des exportations d'animaux vivants est susceptible d'être modifié d'ici la validation du présent rapport.

Encadré 2 : Filière or

Le Mali est devenu depuis 2002 le troisième producteur africain d'or, après l'Afrique du Sud et le Ghana. En 2015, la part du secteur minier dans le PIB nominal a été de 5,5%. Les exportations ont atteint 1.004,1 milliards en 2015, soit 62,5% des exportations totales. Ce niveau est en hausse de 9,4% par rapport à l'année précédente où les exportations d'or se sont établies à 917,7 milliards. L'essentiel de la production aurifère est assuré par les mines industrielles, la production artisanale étant évaluée à 6 tonnes actuellement. Le secteur emploie environ 12.000 personnes dont 34,0% d'emplois directs, au niveau des mines industrielles.

En 2015, l'exploitation aurifère au Mali est assurée par neuf sociétés minières* situées dans le sud et le sud-ouest du pays. Ces sociétés sont détenues majoritairement par des filiales de groupes étrangers, en raison de l'importance des investissements nécessaires à l'exploration et la mise en exploitation. La seule société détenue majoritairement par des nationaux est Wassoul'Or, qui connaît des difficultés d'ordre technique qui ont conduit à l'arrêt de la production depuis 2014. L'Etat malien reste actionnaire minoritaire, avec 18 à 20% de part du capital détenu dans les sociétés.

Sur les dix dernières années, la production annuelle moyenne a été de 50,0 tonnes, avec des pics de production en 2002 et 2006, pour des volumes respectifs de 63,7 et 58,0 tonnes. En 2015, les sociétés industrielles ont produit et exporté un volume de 46,5 tonnes, après 45,9 tonnes en 2014. L'orpaillage est estimé à 6,0 tonnes en 2015, bien que certains intervenants du secteurs pensent que ce niveau est sous-estimé.

Après un repli des investissements en 2014, le secteur minier a reçu d'importants flux courant 2015, à la faveur de la construction de deux sites miniers. En effet, les nouvelles sociétés démarrent avec un capital minimum et reçoivent d'importants prêts de la part des investisseurs directs pour la construction des sites, leur équipement et la première phase d'exploitation. Ainsi, en 2015, les investisseurs directs ont investi plus de 150 milliards de FCFA sous forme d'instruments de dette. Par ailleurs, des remboursements de prêts antérieurement contractés par les sociétés en exploitation se sont établis à 46 milliards.

Les perspectives à moyen et long terme sont bonnes, avec un nombre total de 40 permis et autorisations d'exploitation à fin 2015 et des réserves évaluées à 800 tonnes. Si les mines de Morila et Yatela arrivent en fin d'exploitation alors qu'elles représentaient environ 15% de la production annuelle malienne, trois nouveaux projets miniers sont à un stade avancé et pourraient commencer la production à partir de 2017. Il s'agit des projets de Hummingbird à Yanfolila, New Gold à Kangaba et Songhoi Ressources à Fékola. Ces mines pourraient compenser l'impact de la fermeture des sites historiques, dont la transformation de certaines en unités agro-industrielles est en projet. Les prévisions de production pour ces trois projets sont de 117,2 tonnes sur les neuf premières années d'exploitation.

Le secteur aurifère ne profite que très peu au Mali, dans la mesure où le métal précieux est exporté à l'état brut, pour être raffiné à l'étranger. Le projet porté par le suisse Swiss Bullion de créer une raffinerie à Bamako nécessite un investissement de plus de 40 milliards, avec à la clef la création de 220 emplois directs.

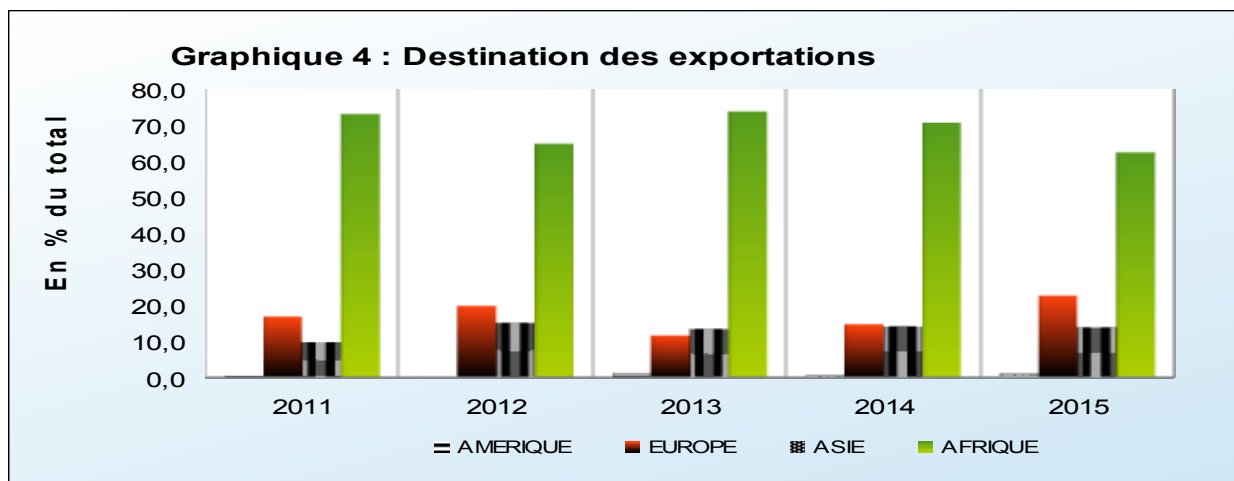
Les exportations d'or ne participent que très faiblement à la consolidation des réserves de change, compte tenu du défaut de rapatriement des recettes (moins de 5%), maintenues, pour l'essentiel, dans les comptes offshore détenus par les sociétés.

* A fin 2015, les sociétés industrielles en exploitation sont SOMISY, SOMIKA, MORILA, SEMOS, YATÉLA, SOMILO, GOUNKOTO, SEMICO et NAMPALA.

1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens

La répartition géographique des exportations du Mali en 2015, sur la base des données ajustées, conserve la même structure que celle des années précédentes. Les échanges avec le continent africain dominent le commerce extérieur, en raison des ventes d'or non monétaire destinées essentiellement à l'Afrique du Sud.

Les exportations du Mali sont destinées à trois grandes zones géographiques, à savoir l'Afrique, l'Europe et l'Asie, comme le montre le graphique ci-dessous.



Sources : BCEAO et INSTAT

L'Afrique a reçu les exportations en provenance du Mali pour un montant de 1.002.068 millions en 2015 (62,4% du total), montant supérieur à celui de l'année précédente qui était de 970.761 millions (70,6%). Le niveau élevé des exportations d'or non monétaire vers l'Afrique du Sud, pour un montant de 694.897 millions en 2015 (malgré le repli de 9,2%) explique cette évolution. En effet, les ventes d'or vers ce pays ont baissé au profit d'autres destinations comme la Suisse et Dubaï. La part des autres pays africains (hors UEMOA et Afrique du Sud) ressort à 3,1% du total des exportations vers l'Afrique, soit la même proportion qu'en 2014.

La part des pays de l'UEMOA est en augmentation de 3,2 points, avec une valeur de 256.979 millions (16,0% des exportations totales) en 2015, après un montant de 175.542 millions (12,8%) en 2014. Ce niveau demeure faible, au regard des objectifs d'intégration de la zone UEMOA.

Quant au continent européen, qui occupe le deuxième rang en termes de destination des exportations, sa part dans le total des exportations du Mali est en augmentation de 8,0 points, pour un montant de 363.565 millions en 2015 (22,6%), après 201.542 millions (14,7%) en 2014. Cette situation s'explique essentiellement par la hausse des exportations d'or vers la Suisse (deuxième destinataire après l'Afrique du Sud) qui sont passées de 130.005 millions en 2014 à 288.791 millions en 2015. En dehors de la Suisse qui absorbe 79,4% des exportations à destination de l'Europe, la part des autres pays européens (essentiellement la France, la Belgique, l'Italie et les Pays Bas) ressort à 20,6%, contre 35,0% en 2014. Ces exportations sont constituées d'or (Belgique et Espagne), de coton, de fruits ainsi que de peaux et cuirs.

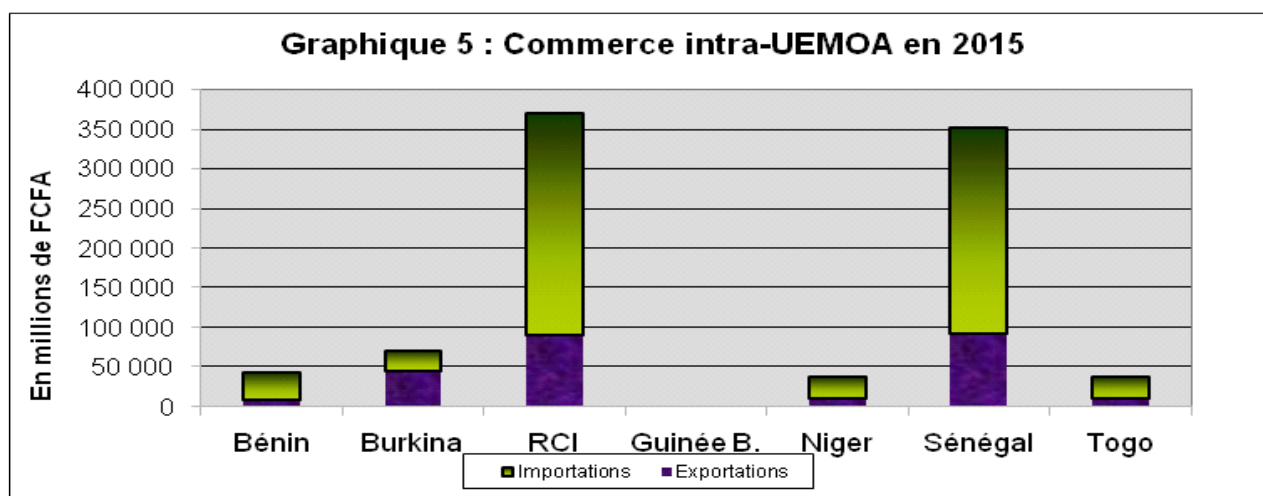
Le continent asiatique occupe le troisième rang, en termes de destination des exportations en 2015. Sa part dans les exportations totales s'est établie à 222.567 millions en 2015, soit 13,9% du total, après 14,1% en 2014, avec notamment la Chine, l'Inde et la Thaïlande, principales destinations pour le coton-fibre du Mali, ainsi que Dubai, s'agissant de l'or.

Le tableau A5 en annexe donne la répartition géographique détaillée des exportations.

Exportations intra-UEMOA

Sur la base des estimations des échanges intra-communautaires réconciliés en 2014 et 2015, le commerce entre le Mali et les autres pays de l'UEMOA a été marqué par une augmentation de 18,3% de la valeur totale des flux échangés, atteignant un montant de 911.423 millions en 2015 contre 770.160 millions en 2014. La part des pays de l'Union dans les exportations totales s'est établie à 16,0% (256.979 millions) en 2015 contre 12,8 % (175.542 millions) en 2014.

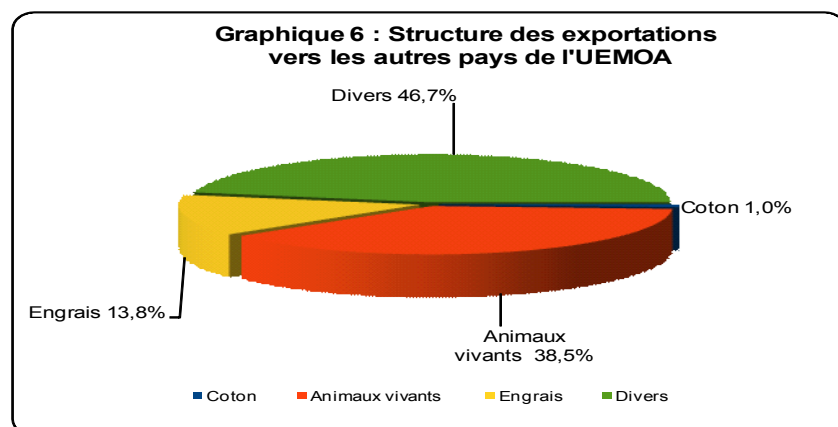
A l'instar des autres années, ces échanges se traduisent par une balance commerciale intra-UEMOA fortement déficitaire pour le Mali, avec un solde de -397.465 millions et un taux de couverture des importations par les exportations de 39,3% en 2015 (29,5 % en 2014) contre 85,1% pour l'ensemble des partenaires commerciaux (84,5% en 2014). Le graphique ci-dessus présente la structure par pays du commerce intra-UEMOA en 2015.



Sources : BCEAO et INSTAT

La structure par produit des exportations à destination des autres pays de l'UEMOA s'est modifiée par rapport à l'année précédente, les animaux vivants occupant le premier rang au détriment de l'engrais. En effet, les exportations sont ressorties à 98.907 millions (150,0% entre 2014 et 2015), soit 38,5% des exportations totales vers les pays de l'Union. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, principaux destinataires de ce produit, absorbent respectivement 51,4% et 24,0% des exportations d'animaux vivants. Les exportations d'engrais vers la zone ont baissé de 41,7% entre 2014 et 2015, en s'établissant à 35.527 millions, soit 13,8% du total des exportations vers les pays de l'UEMOA. Le Burkina Faso reste le principal pays de destination pour ce produit.

Le graphique 6 présente la structure des exportations en 2015 avec les autres pays de l'UEMOA.



Sources : BCEAO et INSTAT

Le tableau A7 en annexe présente les exportations communautaires par grande catégorie de produits.

1.1.2 Importations de biens⁵

1.1.2.1 Evolution globale des importations de biens

En 2015, les importations, sur la base de leur valeur CAF, ont progressé de 21,8%, après la hausse de 2,8% enregistrée en 2014, en raison de la hausse du volume de l'ensemble des produits importés. Ainsi, les importations totales CAF se sont établies à 2.361.475 millions, en accroissement de 422.896 millions par rapport à l'année 2014. Le tableau ci-après présente l'évolution des importations totales, sur la base des données CAF, entre 2011 et 2015.

Tableau 9 : Evolution des importations de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Marchandises générales	1 581 731	1 769 255	1 888 077	1 938 578	2 361 470
Or non monétaire	0	1	0	1	5
Total importations de biens	1 581 731	1 769 256	1 888 077	1 938 579	2 361 475
Importations de biens / PIB	31,5	33,4	28,9	27,3	30,5

Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.2.2 Composition des importations de biens

Pays faiblement industrialisé, le Mali importe la plupart des biens de consommation et d'équipement (à l'exception des denrées alimentaires vivrières produites localement), les importations ayant atteint 30,5% du PIB nominal. Les biens d'équipement (notamment les machines et les véhicules) constituent la part la plus importante des produits importés avec 25,4% du total des importations de 2015, suivis des produits énergétiques pour une part de 20,4%, des matières premières et des biens intermédiaires (18,8%), des produits alimentaires (16,3%), des biens de consommation courante (13,6%) et des produits divers (5,5%).

L'accroissement de 262.624 millions (16,2%) des importations en valeur FOB découle de la progression de toutes les catégories de produits importés, à l'exception des produits énergétiques. En effet, la facture pétrolière a affiché une baisse de 11,6% en valeur, du fait de la diminution de 14,8% du prix moyen à l'importation qui n'a pas totalement été compensée par la hausse de 9,0% du volume importé. L'augmentation du volume importé s'explique par la consommation des secteurs minier et de la production d'énergie thermique, constamment en hausse. Les autres catégories de biens ont enregistré les croissances suivantes : 39,2% pour les matières premières et les biens intermédiaires, notamment les produits chimiques et pharmaceutiques, 30,2% pour les biens d'équipement, 24,0% pour les produits alimentaires et 22,6% pour les biens de consommation courante. Ces évolutions sont liées à la hausse de la demande, en rapport avec la progression de l'activité économique.

5. Le tableau A4 en annexe retrace l'évolution des statistiques douanières des importations et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau.

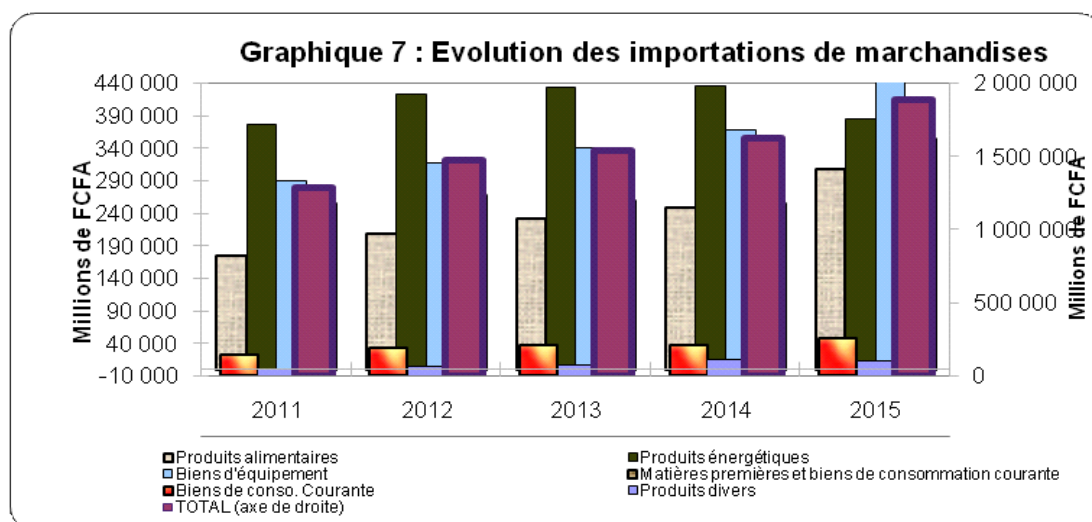
Tableau 10 : Importations par principaux produits

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Produits alimentaires	174 802	209 062	231 041	248 738	308 518
part en %	13,6	14,2	15,0	15,3	16,3
Produits énergétiques	375 272	421 774	433 287	434 788	384 230
part en %	29,2	28,6	28,1	26,7	20,4
Biens d'équipement	288 983	317 976	339 330	368 540	479 688
part en %	22,5	21,6	22,0	22,7	25,4
Matières premières et biens de conso. courante	254 597	266 899	258 918	255 006	354 967
part en %	19,8	18,1	16,8	15,7	18,8
Biens de conso. Courante	142 149	194 879	210 084	210 107	257 600
part en %	11,1	13,2	13,6	12,9	13,6
Produits divers	48 908	64 556	69 663	108 290	103 089
part en %	3,8	4,4	4,5	6,7	5,5
TOTAL	1 284 712	1 475 146	1 542 322	1 625 469	1 888 093

Sources : BCEAO et INSTAT

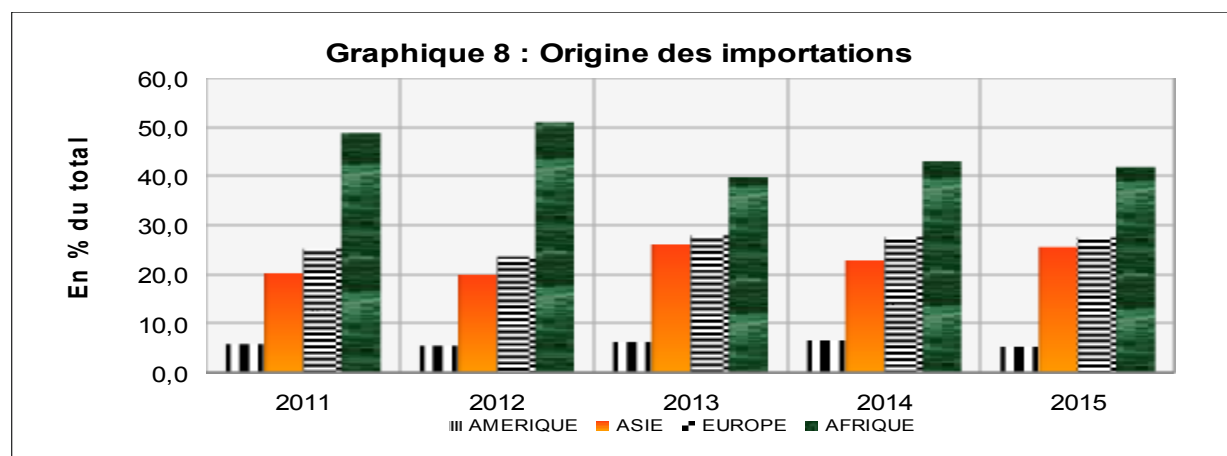
Le graphique ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits importés entre 2011 et 2015.



Sources : Calculs BCEAO sur données INSTAT, DGD

1.1.2.3 Orientation géographique des importations de biens

Le continent africain a consolidé sa place de principal fournisseur du Mali, suivie de l'Europe et de l'Asie.



Sources : Calcul BCEAO sur données INSTAT, DNGM, CMDT

La part de l'Afrique dans le total des importations s'est établie à 41,8%, correspondant à un montant de 940.104 millions (en valeur CAF) contre 832.770 millions, soit 43,0% en 2014, marquant ainsi un recul de 1,2 point de pourcentage, à la faveur de l'augmentation de la part du continent asiatique. Les importations des autres pays de l'UEMOA (81,9% des importations en provenance de l'Afrique) ont enregistré une hausse de 70.387 millions (ou 10,1%) de leur valeur. Le continent africain fournit le Mali en produits alimentaires, produits pétroliers et matériaux de construction.

L'Europe a totalisé 27,5% des importations en 2015 (617.467 millions), soit 0,1 point de pourcentage de moins que l'année précédente. La part de la France dans le total des importations en provenance d'Europe se situe à 32,2% en 2015, après 40,5% en 2014.

Quant au continent asiatique, sa part s'est accrue de 2,4 points de pourcentage en ressortant à 23,9%, pour un montant de 537.249 millions. Ce continent, notamment la Chine, l'Inde et le Japon, fournit le Mali en céréales, biens d'équipement et de consommation.

La part du continent américain est de 5,2%, en diminution de 1,3 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

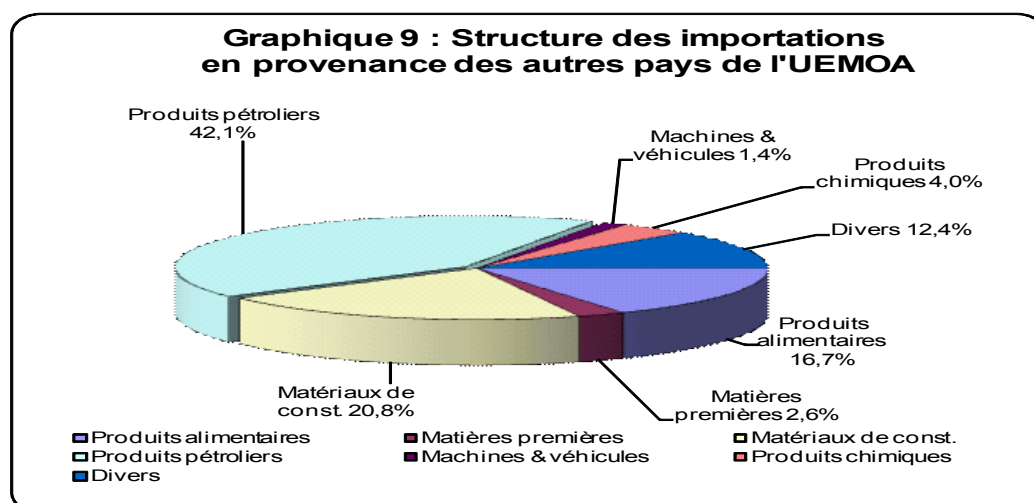
Le tableau A6 en annexe donne la répartition géographique détaillée des importations.

Importations intra-UEMOA

Sur la base des données réconciliées, la part des pays de l'Union dans les importations est ressortie à 34,7% (654.444 millions) en 2015 contre 36,6% (594.618 millions) en 2014. Les importations communautaires du Mali mettent en évidence le Sénégal et la Côte d'Ivoire comme principaux fournisseurs. Les parts respectives de ces deux pays dans les importations totales du Mali sont de 13,8% et 14,8% en 2015, après 15,1% et 11,9% en 2014. Le Bénin occupe également une place importante avec 1,8% des importations totales du Mali. Les importations d'origine communautaire ont porté essentiellement sur les produits pétroliers (14,6% des importations totales du Mali), les matériaux de construction (7,2%) et les produits alimentaires (5,8%).

Pour ces produits, les pays de l'Union restent les principaux fournisseurs du Mali. En effet, ils l'ont approvisionné en hydrocarbures pour 71,7%, en matériaux de construction pour 38,3% et en produits alimentaires pour 35,3%.

Le graphique qui suit présente la structure des importations de biens en 2015 en provenance des autres pays de l'UEMOA.



Sources : BCEAO et INSTAT

Le tableau A8 en annexe présente les importations communautaires par grande catégorie de produits en 2015.

1.2 Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est accentué de 73.585 millions en 2015 par rapport à 2014 en se chiffrant à 923.639 millions. Cette évolution s'explique notamment par la hausse de 9,7% des importations de services, notamment les transports, les voyages et les services de télécommunication qui n'a pas été entièrement compensée par les exportations de services qui ont augmenté de 13,5% sur la période.

Tableau 11 : Balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Exportations de services	193 880	191 953	211 726	225 640	256 037
Importations de services	532 433	581 536	1 065 866	1 075 695	1 179 677
Balance des services	-338 553	-389 584	-854 140	-850 055	-923 639

Source : BCEAO

Le déficit de la balance des services relève, en termes nets, des services de transports (eux-mêmes liés principalement au fret sur importations) et des "autres services", notamment les services de construction, d'assurance et les "autres services aux entreprises". Cette situation dénote de la faible capacité d'offre locale de services spécialisés aux agents économiques.

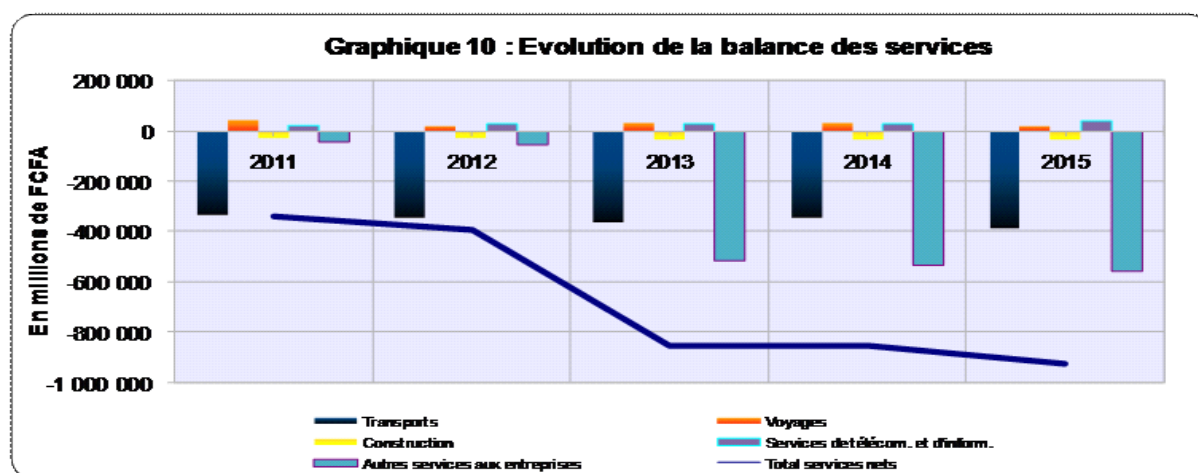
Le tableau et le graphique qui suivent montrent l'évolution des services sur les cinq dernières années.

Tableau 12: Evolution de la balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Transports	-330 443	-345 260	-361 950	-344 948	-384 689
Dont fret	-266 190	-305 824	-319 749	-299 684	-342 665
Voyages	43 100	20 285	29 995	33 635	21 335
Autres services	-51 210	-64 609	-522 184	-538 742	-560 285
Total services nets	-338 553	-389 584	-854 140	-850 055	-923 639

Source : BCEAO



Source : BCEAO

1.2.1 Exportations de services

L'analyse de l'évolution des services met en exergue la prédominance des postes voyages et services de télécommunication dans les flux d'exportations de services. Les exportations de services se sont

établies à 256.037 millions en 2015, après 225.640 millions en 2014 (13,5%). Les flux créditeurs de voyages se sont élevés à 109.925 millions, en hausse de 4,9% par rapport à leur niveau de 2014, du fait de l'augmentation du nombre de visiteurs internationaux, dont le nombre est passé de 133.995 en 2014 à 149.195 en 2015. Cette évolution découle, en partie, des mouvements de contingents militaires, avec la présence de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Les flux de voyages en provenance des autres pays de l'UEMOA se sont repliés de 24,1%, en liaison avec la diminution du nombre de visiteurs de l'ensemble des pays de l'Union qui ont enregistré un total de 8.197 visiteurs de moins que l'année 2014. Le Sénégal demeure le premier pays de provenance des visiteurs de l'Union, avec 35,8% des flux, suivi de la Côte d'Ivoire (32,0%).

Concernant les services de télécommunication et d'information reçus, ils ont augmenté de 24,8% en 2015 en ressortant à 110.582 millions, en raison de l'accroissement de l'activité de la téléphonie cellulaire et des services connexes. Il s'agit essentiellement des recettes de roaming et d'interconnexion.

Les exportations de services de transport, pour leur composante transport aérien de passagers, n'ont pas enregistré de flux notable depuis 2011, avec l'arrêt des activités de la compagnie aérienne nationale. En revanche, la composante fret a enregistré des flux de 5.733 millions au titre de l'année 2015. Enfin, les biens et services reçus par les administrations publiques ont diminué sur la période (-35,7%) en s'affichant à 16.405 millions. Il s'agit des transactions des organismes publics non résidents et autres missions internationales. Par contre, les services de construction et d'assurance n'ont pas connu d'évolution notable sur la période.

1.2.2 Importation de services

Les importations de services se sont accrues en 2015, en s'établissant à 1.179.677 millions, après 1.075.695 millions en 2014, en liaison avec les flux des services de transports, voyages et télécommunications. Les transports, notamment le fret, constituent le poste qui contribue le plus au déficit des services, en raison de l'importance des importations de biens et de la continentalité du pays. Le montant du fret payé aux non-résidents s'est affiché à 348.398 millions en 2015, en hausse de 16,2% par rapport à 2014 où un montant de 299.937 millions avait été enregistré. Cette hausse est consécutive à l'augmentation des importations de marchandises. Pour rappel, le taux de fret avait été révisé à 15,5%, à la faveur de l'étude sur l'actualisation du taux de fret dans les pays de l'UEMOA. Les flux de transport de passagers représentent une proportion de 4,4% (ou 33.603 millions) des importations de services hors services militaires, les résidents restant encore largement tributaires des compagnies étrangères pour leur déplacement à l'étranger.

Les services de voyages constituent une part importante des flux débiteurs de services (11,6% hors services militaires en 2015), avec un montant de 88.590 millions, en progression de 24,5% par rapport à 2014. Ces transactions représentent les dépenses effectuées par les résidents dans le cadre de leurs déplacements à l'étranger.

Au niveau de l'UEMOA, les flux débiteurs des voyages ont atteint 31.060 millions (35,0% du total des voyages), après 34.380 millions en 2014, marquant ainsi une diminution de 9,7%. Le Burkina Faso a été la destination privilégiée des Maliens avec 34,8% des flux de l'Union, suivi de la Côte d'Ivoire (18,1%) et du Sénégal (14,3%).

Les importations de services de télécommunication et d'informatique ont enregistré une hausse de 14.669 millions en 2015 (24,9%) et celles des autres services aux entreprises ont affiché une progression de 8.032 millions (17,3%), en liaison avec l'afflux des services de recherche et développement dans les domaines miniers.

Enfin, les services extérieurs reçus dans le cadre des missions militaires, enregistrés au niveau des biens et services non inclus ailleurs, sont ressortis à 415.300 millions en 2015, après 362.370 millions en 2014, suite à l'augmentation des effectifs.

1.3 Compte de revenu primaire

En 2015, le solde du compte de revenu primaire est ressorti déficitaire de 174.845 millions, après un déficit de 190.012 millions l'année précédente, en amélioration 15.167 millions (8,0%).

Le poste « rémunération des salariés » (correspondant aux revenus du travail) a affiché un solde net de 1.341 millions, après 2.576 millions en 2014, marquant ainsi une détérioration de 1.235 millions par rapport à l'année précédente. Cette évolution est liée à l'augmentation de la masse salariale reçue par les non-résidents en provenance de structures résidentes. En effet, les flux débiteurs ont marqué une hausse de 14,3%, en ligne avec l'évolution des activités desdites structures. De même, les flux créditeurs de rémunération des salariés se sont accrus de 6,8% en 2015, subséquents aux salaires versés aux résidents par les missions internationales dans le cadre de l'appui militaire.

Le déficit des revenus des investissements (correspondant aux revenus du capital) s'est réduit de 23.908 millions en 2015, avec un solde qui est ressorti à -173.483 millions contre 197.391 millions en 2014. Cette amélioration de 12,1% s'explique d'une part, par la hausse des revenus reçus au titre des investissements de portefeuille réalisés à l'étranger et, d'autre part, par la baisse des revenus des investisseurs directs non résidents. En effet, les résidents ont reçu 26.729 millions de revenus d'investissements de portefeuille en 2015 (intérêts), contre 16.879 millions en 2014. Quant aux revenus d'investissements directs, ils constituent 92,8% de ce poste en 2015, avec un montant net de 160.936 millions. A l'instar des années précédentes, les flux débiteurs des revenus des investissements sont induits principalement par les revenus des titres de participation, qui se déclinent en dividendes distribués pour 120.777 millions (83,5%) et en bénéfices réinvestis pour 23.832 millions (16,5%). Ces revenus des investissements sont destinés essentiellement aux investisseurs des télécommunications (37,6%), du secteur aurifère (34,2%), du secteur bancaire (19,1%) ainsi qu'au secteur de la construction (3,7%), principales activités attrayantes de l'économie malienne. Ces revenus ont été moins importants en 2015 qu'en 2014, en ligne avec la baisse des revenus du secteur aurifère. Il est à noter que les revenus versés aux investisseurs appartiennent à hauteur de 33,3% aux investisseurs de l'UEMOA, 7,3% à ceux de la Zone euro et 59,4% au reste du monde.

Au niveau du secteur public, les paiements d'intérêts sur la dette extérieure se sont établis à 23.693 millions après 17.200 millions en 2014. Ces paiements d'intérêts sont essentiellement effectués en faveur de la Banque Mondiale (23,7%), de la BAD (12,1%), de la BOAD (7,3%), du FMI (4,4%), de la BIDC (4,4%), de la Chine (19,4%), de l'Inde (6,8%) et de l'Arabie Saoudite (4,1%).

Concernant les autres revenus primaires, la baisse du solde en 2015 s'explique par la hausse des loyers versés par les Autorités à l'étranger.

Le tableau qui suit retrace l'évolution des revenus primaires entre 2011 et 2015.

Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Rémunération des salariés	-4 265	-1 505	1 117	2 576	1 341
Revenus des investissements	-208 302	-235 131	-213 447	-197 391	-173 483
Revenus des investissements directs	-190 094	-225 127	-193 587	-180 253	-160 936
Revenus des investissements de portefeuille	2 178	7 316	2 280	6 120	10 859
Revenus des autres investissements	-20 386	-17 320	-22 140	-23 258	-23 405
dont intérêts sur dette publique extérieure	-17 100	-17 900	-18 400	-17 200	-23 693
Revenus des avoirs de réserve	0	0	0		0
Autres revenus primaires	-5 339	1 805	-1 357	4 803	-2 703
TOTAL DES REVENUS	-212 567	-234 831	-213 687	-190 012	-174 845

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

1.4. Compte de revenu secondaire

A fin 2015, l'excédent du compte de revenu secondaire a enregistré une augmentation de 1,1% par rapport à 2014. Cette évolution découle essentiellement de la hausse des revenus des autres secteurs, l'aide budgétaire reçue des bailleurs s'étant repliée au cours de la période.

L'évolution du revenu secondaire entre 2011 et 2015 est résumée dans le tableau qui suit.

Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Administration publique	81 045	29 003	625 359	569 798	542 863
dont aide budgétaire	55 700	3 750	110 810	70 200	46 400
Autres secteurs	322 725	376 458	380 169	387 420	424 428
dont envois de fonds des travailleurs (net)	313 414	367 390	374 652	379 587	403 060
fonds reçus (crédit)	354 695	405 953	423 445	433 697	460 239
fonds émis (débit)	41 281	38 562	48 793	54 110	57 179
REVENU SECONDAIRE NET	403 770	405 461	1 005 528	957 218	967 291

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

L'excédent des revenus secondaires nets au profit des administrations publiques est ressorti à 542.863 millions, après un niveau de 569.798 millions l'année précédente. Ce niveau inclut 415.300 millions de ressources mobilisées dans le cadre de la mission d'assistance militaire Minusma et 84.500 millions au titre de l'assistance humanitaire. Les autres fonds mobilisés par l'Administration publique se sont établis à 46.400 millions au titre de l'aide budgétaire, après 70.200 millions en 2014 dans le cadre du Plan pour la Relance Durable du Mali (PRED). Cette baisse s'explique par le fait que les partenaires techniques et financiers privilégient les appuis sectoriels au détriment de l'appui budgétaire global. L'aide budgétaire provient de l'Union Européenne (53,1%), de l'IDA (20,8%), des Pays-Bas (8,4%), du Danemark (5,3%) et de divers autres partenaires bilatéraux.

Au niveau des flux de revenus secondaires en faveur des autres secteurs de l'économie (sociétés, ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages), les flux nets ont atteint un montant de 424.428 millions en 2015, en hausse de 9,6% par rapport à leur niveau de 2014. Cette évolution découle de la bonne tenue des envois de fonds des travailleurs migrants, dont les flux nets ont progressé de 6,2%, en ressortant à 403.060 millions. Les flux créditeurs sont ressortis à 460.239 millions, après 433.697 millions pour l'année 2014, soit une hausse de 6,1%, dont environ 37,0% de

flux transitant par les canaux informels. 28,7% de ce montant proviennent des autres pays de l'UEMOA, 40,7% des pays de la Zone euro et 30,6% du reste du monde. Au sein de l'UEMOA, ce sont les travailleurs migrants résidant en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Sénégal qui envoient le plus de fonds avec respectivement 50,7%, 19,2% et 16,3% des fonds en provenance de l'UEMOA. Au sein de la Zone euro, la France et l'Espagne prédominent alors qu'au niveau des autres pays, le Congo, le Gabon et les Etats-Unis constituent les principales sources de provenance.

Par ailleurs, les subventions reçues par les autres secteurs du pays se sont accrues de 22,9% par rapport à leur niveau de 2014, en ressortant à 32.205 millions après 17.693 millions un an auparavant. Il s'agit notamment d'aides d'organisations non gouvernementales au titre de la coopération internationale.

Encadré 3 : Assistance militaire reçue dans le cadre du processus de sortie de crise

Le Mali bénéficie, depuis janvier 2014, d'une assistance militaire, suite à la crise socio-politique et sécuritaire qu'a connue le pays en 2012. En effet, en janvier 2012, un conflit armé avait opposé, dans le nord du Mali, l'armée malienne aux rebelles touaregs du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (le MNLA qui revendique l'autodétermination et l'indépendance de leur territoire) et au mouvement salafiste Ansar Dine, alliés à d'autres mouvements islamistes.

Sur demande du Mali, la France a lancé en 2013 l'opération Serval pour arrêter la progression des djihadistes qui contrôlent le nord du Mali et soutenir les troupes maliennes face à la menace d'une offensive vers Bamako. En juillet 2014, la Mission intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) est mise en place, prenant le relais de la Misma (force panafricaine). La force Serval est remplacée par Barkhane en juillet 2015, une opération plus large de lutte contre le djihadisme avec 3.000 soldats français mobilisés dans cinq pays du Sahel.

La Minusma est une force multidimensionnelle et intégrée dont le rôle est de contribuer à la stabilisation au Mali, en agissant sur plusieurs domaines. La Mission a un effectif autorisé de 13.289 militaires, 1.920 policiers et 1.619 civils. La Minusma dispose actuellement d'un budget d'environ 923.305.800 dollars américains, soit environ de 485 milliards de FCFA. Ces dépenses opérationnelles sont financées au moyen de comptes spéciaux, avec des crédits inscrits et répartis entre les Etats membres suivant leurs quote-parts respectives.

Dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements, les dépenses opérationnelles de ces missions sont enregistrées comme des services militaires reçus (poste des biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs) financés par des transferts courants reçus (revenu secondaire).

II. COMPTE DE CAPITAL

Au terme de l'année 2015, l'excédent du compte de capital, correspondant essentiellement aux remises de dettes et aux aides destinées à financer l'investissement, est ressorti à 202.457 millions, marquant ainsi une augmentation de 88.369 millions (77,5%) par rapport à son niveau de 2014. Cette évolution notable traduit la progression des aides des partenaires techniques et financiers.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital

(en millions de FCFA)					
RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	2	-1 755	-802	-1 978	-3 925
Transferts de capital	184 331	55 138	130 136	116 066	206 382
Administrations publiques	151 919	15 737	105 310	96 679	178 672
dont remises de dettes	13 619	6 555	25 500	14 900	59 872
Autres secteurs	32 412	39 401	24 826	19 387	27 710
SOLDE COMPTE DE CAPITAL	184 333	53 383	129 334	114 088	202 457

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

Les transactions au titre des acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits au Mali sont ressorties à -3.925 millions, après -1.978 millions en 2014.

2.2 Transferts en capital

Après le gel de l'aide financière en 2012 consécutive à la situation politique qui sévissait dans le pays, les partenaires techniques et financiers du Mali ont, depuis 2013, financé des projets dans différents secteurs. Ainsi, les dons (hors remise de dettes) se sont établis à 118.800 millions en 2015, après 81.779 millions en 2014, marquant ainsi une hausse de 45,3% par rapport à l'année précédente. Ces subventions proviennent de la Banque Mondiale (25,2%), du Canada (16,2%), de la Chine (13,2%), du Fonds pour l'Environnement Mondial (10,6%), de l'Allemagne (8,0%), de l'UEMOA (3,7%), de la Banque Africaine de Développement (3,4%) et de divers partenaires techniques et financiers. Ces appuis financiers sont essentiellement destinés aux secteurs de l'agriculture, des infrastructures, des télécommunications et de la décentralisation. Au titre de la remise de dette correspondant à l'initiative PPTE, un montant de 17.3660 millions a été mobilisé, après 14.900 millions en 2014. De même, la France a accordé au Mali l'annulation de la dette monétaire pour un montant de 42.506 millions.

Au niveau des transferts de capital des autres secteurs, un montant de 27.710 millions (en hausse de 42,9%) a été mobilisé. Ces appuis correspondent aux transferts et dons reçus de certains organismes internationaux ou organisations non gouvernementales pour le financement d'investissements au profit des ISBLM.

III. COMPTE FINANCIER

Le compte financier recense les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents, issues des investissements directs, d'investissements de portefeuille et des autres investissements. Un solde négatif traduit une entrée nette de capitaux et un solde positif reflète une sortie nette de capitaux. Au terme de l'année 2015, les flux d'opérations financières ont enregistré un montant net de -161.947 millions, après -106.306 millions en 2014. Ce montant correspond à 188.796 millions d'acquisitions nettes d'actifs financiers et 350.743 millions d'accroissement net des passifs.

Tableau 16 : Compte financier

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Investissements directs	-260 361	-194 978	-150 681	-70 903	-114 195
Investissements de portefeuille	-18 409	-5 213	-504	-88 898	-63 677
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	172 784	101 732	13 290	53 495	15 925
SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES	-105 986	-98 460	-137 896	-106 306	-161 947

Source : BCEAO

3.1 Investissements directs

L'accroissement net du passif au titre des investissements directs a été de 162.894 millions (71.207 millions en 2014), comprenant 54.253 millions (33,3%) au titre des participations et des bénéfices réinvestis et 108.641 millions (66,7%) pour les instruments de dette (emprunts auprès des investisseurs directs). La hausse de 61,1% des flux d'investissement direct s'explique essentiellement par celui des emprunts des sociétés minières auprès de leurs maisons mère pour financer les gros investissements. En effet, certaines sociétés en construction ont contracté des prêts pour réaliser d'importants travaux d'investissement. En revanche, d'autres sont actuellement en phase de remboursement des prêts contractés auprès de leurs maisons mère, ce qui se traduit par des désinvestissements. De même, l'accumulation de résultats nets négatifs conduit également à des désinvestissements, par la diminution des fonds propres. Aussi bien pour les participations que pour les instruments de dette, la quasi totalité des investissements provient des entreprises d'investissement direct. La répartition sectorielle des investissements, au titre des participations (y compris le réinvestissement de bénéfices) montre que le secteur de l'intermédiation financière a contribué à hauteur de 91,1% à l'augmentation des investissements directs et le secteur minier pour 40,4%. En revanche, les secteurs de la communication, des transports et de la construction ont contribué négativement à l'évolution des investissements (désinvestissements) pour respectivement 21,4%, 14,3% et 5,2%. Les principaux pays d'origine de ces investissements sont le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et le Burkina Faso. En outre, un désinvestissement a été enregistré en 2015 pour le Canada, l'Afrique du Sud, les Barbades, le Maroc et le Sénégal.

Pour ce qui concerne les emprunts auprès des investisseurs directs, ils proviennent du Royaume-Uni (89,1%), du Canada (5,0%), de la France (4,1%) et de l'Afrique du Sud (1,8%). Ils sont essentiellement dédiés au secteur minier, au commerce et à l'intermédiation financière. Les remboursements d'emprunts ont été enregistrés en Australie (62,7%), aux Barbades (30,7%) et en Libye (6,7%) pour les secteurs minier et bancaire.

Au niveau de l'acquisition nette d'actifs, les flux nets ont totalisé 8.699 millions en 2015 dont la totalité correspond à l'augmentation des titres de participation auprès de sociétés non-résidentes, au titre des entreprises d'investissement direct.

3.2 Investissements de portefeuille

Le solde net des investissements de portefeuille (hors secteur monétaire) s'est établi à -63.677 millions, après -88.898 millions en 2014. Les transactions au niveau de ce poste ont concerné essentiellement les opérations du Trésor sur le marché des titres (émissions d'obligations et de bons du Trésor). A fin 2015, le montant des encours vis-à-vis des non-résidents a été de 159.776 millions, avec 88.253 millions pour les bons du Trésor (153.219 millions en 2014) et 130.723 millions pour les obligations (9.329 millions en 2014). A fin 2015, six émissions de bons et dix émissions d'obligations effectuées par le Trésor n'étaient pas échues. Ces émissions, qui ont mobilisé un total de 610.598 millions, ont été souscrites par les autres banques de l'Union, à hauteur de 218.976 millions, soit une proportion de 37,1%. Pour les autres secteurs, les transactions sur titres de créances sont ressorties à 3.739 millions d'acquisitions nettes.

Pour ce qui concerne les titres de participation et parts dans les fonds de placement, les engagements nets ont été de 814 millions (4 millions en 2014) et les acquisitions nettes se sont chiffrées à 75 millions (23 millions en 2014), correspondant en totalité aux transactions des autres secteurs.

3.3 Dérivés financiers

A l'instar de l'année précédente, il n'y a pas eu de transactions relatives aux dérivés financiers.

3.4 Autres investissements

Le solde de ce compte, qui recense principalement les transactions sur les numéraires et les dépôts, les crédits commerciaux, les prêts et les autres comptes à recevoir et/ou à payer est ressorti à 15.925 millions, qui se déclinent en accroissement net de créances de 140.022 millions et en augmentation nette des engagements de 124.097 millions.

La hausse des créances est imputable aux autres secteurs (sociétés non financières, ménages et ISBLM), dont les dépôts à l'étranger et les avoirs en devises ont atteint 98.778 millions pour l'année en cours, tandis que les crédits commerciaux accordés aux non-résidents sont ressortis à 20.723 millions.

S'agissant du passif des autres secteurs, il a été enregistré au terme de l'année 2015 des augmentations nettes, en termes de flux, de 4.450 millions de prêts et des remboursements nets de 8.759 millions de crédits commerciaux reçus des sociétés. Au niveau de l'Administration publique, les engagements nets sont ressortis à 127.700 millions après 55.600 millions en 2014. Ce montant inclut 225.200 millions de tirages de prêts et 97.500 millions d'amortissement. Il n'a pas été enregistré de remboursement d'arriérés de la dette sur la période. Ces décaissements de prêts émanent essentiellement de la Banque Mondiale (48,2%), de la Chine (15,2%), de la Banque Islamique de Développement (14,2%), du Fonds Africain de Développement (6,4%), de la France (8,2%) et du Koweït (2,5%). En outre, 1.828 millions de prêts nets ont été mobilisés par la Banque Centrale auprès du FMI, pour le compte de l'Administration, dans le cadre du programme de politiques économiques et financières du Mali appuyé par la Facilité élargie de crédit.

IV. CAPITAUX MONETAIRES

4.1 Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission se sont détériorés sur la période, marquant une baisse de 102.046 millions, après celle de 153.546 millions en 2014. En effet, l'évolution des avoirs bruts de la Banque Centrale fait ressortir un repli de 97.333 millions, après la diminution de 144.338 millions un an plus tôt. Cette évolution est subséquente à la baisse de 94.622 millions des avoirs en devises, nonobstant la mobilisation de ressources extérieures. Les avoirs ont été utilisés, entre autres, pour la couverture des importations de biens et services et le remboursement des engagements extérieurs. De même, les autres éléments des avoirs, à savoir la position de réserve au FMI ainsi que les DTS détenus, ont diminué sur la période.

Quant aux engagements extérieurs, ils se sont accrus de 4.713 millions, en liaison avec la hausse du recours au crédit du FMI. En effet, l'encours des crédits du FMI a augmenté de 6.802 millions en 2015, avec les tirages effectués dans le cadre de la Facilité élargie de crédit. Par contre, les engagements auprès des banques et institutions étrangères ainsi que les autres engagements se sont repliés respectivement de 1.083 et 1.007 millions.

Tableau 17 : Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
AVOIRS	40 817	-36 475,20	-47 393	-144 338	-97 333
Position de réserve	4 054	-5 780	-1 929	6 589	-2 518
DTS détenus	1 255	-1 008	-2 277	3 590	-193
Avoirs en devises	35 508	-29 686	-43 187	-154 517	-94 622
Autres créances					
ENGAGEMENTS	11 661	7 350	13 166	9 208	4 713
Recours aux crédits du FMI	22 719	2 852	16 324	6 691	6 802
Banques et institutions étrangères	-1 467	1 739	1 334	-499	-1 083
Engagements en monnaies étrangères	0	0	0	0	0
Autres engagements	-9 591	2 758	-4 492	3 016	-1 007
Avoirs extérieurs nets	29 156	-43 825	-60 559	-153 546	-102 046

Source : BCEAO

4.2 Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

Les avoirs extérieurs nets des banques sont ressortis en hausse de 15.466 millions, après une augmentation de 20.513 millions en 2014, en liaison avec l'accroissement des avoirs extérieurs.

La hausse de 63.485 millions des avoirs extérieurs bruts des autres institutions de dépôts s'explique par celles de 28.905 millions des avoirs en monnaie fiduciaire et dépôts et de 3.355 millions des créances sur l'extérieur. Une importante partie de ces créances est constituée d'investissements sur le marché des titres. En effet, les acquisitions nettes de titres de créances étrangères ont été de 31.316 millions en 2015, après un niveau de 79.135 millions en 2014. Au niveau des engagements qui ont augmenté de 48.019 millions, il est noté un accroissement de 59.409 millions des engagements en monnaie fiduciaire et dépôts et un repli de 10.511 millions des emprunts.

Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Avoirs	-35 454	43 469	126 471	172 938	63 485
dont banques et correspondants	-25 400	41 438	-17 794	28 890	19 599
Engagements	38 315	-1 474	1 793	152 425	48 019
Court terme	50 775	4 527	-22 457	143 962	39 951
dont banques et correspondants	35 021	14 884	-1 919	126 533	19 877
Moyen et long termes	-12 439	-6 001	24 250	8 463	8 068
Avoirs extérieurs nets	-73 768	44 943	124 678	20 513	15 466

Source : BCEAO

4.3 Avoirs et engagements des institutions monétaires

Les besoins de financement dégagés au niveau des opérations courantes et en capital n'ont pas été entièrement couverts par les transactions financières. Cette situation se traduit par un solde global déficitaire de la balance des paiements qui a enregistré un montant de -86.580 millions en 2015, après -133.033 millions en 2014. Le tableau qui suit retrace l'évolution des avoirs extérieurs nets entre 2011 et 2015.

Tableau 19 : Evolution des avoirs extérieurs nets

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Variation AEN banques de dépôts	-73 768	44 943	124 678	20 513	15 466
Variation AEN Banque centrale	29 156	-43 825	-60 559	-153 546	-102 046
SOLDE GLOBAL	-44 612	1 118	64 120	-133 033	-86 580

Source : BCEAO

V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

5.1 Evolution de la position extérieure globale nette

La position extérieure globale (PEG) correspond au stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs, avec comme composantes les créances et les engagements vis-à-vis de l'étranger ainsi que le stock d'or monétaire et les DTS.

Au titre de l'année 2015, la PEG du Mali a affiché un montant de -2.788.224 millions, en détérioration de 250.582 millions par rapport à l'année précédente. Cette évolution résulte d'une augmentation plus rapide du stock de passifs financiers qui n'a pas été compensée par la hausse du stock d'actifs de la période. En effet, les actifs financiers se sont inscrits à 1.783.758 millions à fin 2015, en hausse de 159.108 millions (ou 9,8%) par rapport à 2014. Cette évolution s'explique essentiellement par l'accroissement des actifs au titre des investissements directs et de portefeuille ainsi que des autres investissements, en l'occurrence, la monnaie fiduciaire et les dépôts dont les stocks se sont accrus respectivement de 273,9%, 4,7% et 51,6%. En revanche, les stocks de position de réserve au FMI et des autres avoirs de réserve se sont dépréciés de 87,2% (63.655 millions) et 7,2% (29.324 millions) respectivement.

Quant au stock de passifs financiers, il s'est établi à 4.571.983 millions à fin 2015, en hausse de 409.690 millions (ou 9,8%) par rapport à l'année précédente, en liaison essentiellement avec l'augmentation des engagements au titre des investissements directs, des investissements de portefeuille et des prêts (9,6%, 31,1% et 6,8% respectivement). Le stock d'engagements au titre des prêts (y compris la dette publique extérieure et les engagements envers le FMI) est ressorti à 2.014.030 millions à fin 2015, marquant une hausse de 128.441 millions.

Le ratio de la PEG rapporté au PIB est ressorti à -36,0%, après un niveau de -35,7% un an plus tôt.

Tableau 20 : Variation de la position extérieure globale nette⁶

(en millions de FCFA)

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	1 624 650	4 161	1 783 758
1	Investissements directs	17 779		66 478
2	Investissements de portefeuille	665 031		696 422
3	Dérivés financiers	0		0
4	Autres investissements	405 916	0	578 106
4.1	Autres titres de participation	0		0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	247 252		374 936
4.3	Prêts	110 053		113 419
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0		0
4.5	Crédits commerciaux	12 302		33 025
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	36 308		56 726
5	Avoirs de réserves	535 924	4 161	442 752
5.1	Or monétaire	0		0
5.2	Droits de tirage spéciaux	57 425	3 575	57 232
5.3	Position de réserve au FMI	73 032	586	9 377
5.4	Autres avoirs de réserve	405 467		376 144
B	Stocks de passifs financiers	4 162 292	9 635	4 571 983
1	Investissements directs	1 662 953		1 822 427
2	Investissements de portefeuille	203 664		267 101
3	Dérivés financiers	0		0
4	Autres investissements	2 295 676	9 635	2 482 455
4.1	Autres titres de participation	0		0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	250 103		308 429
4.3	Prêts	1 885 589	4 974	2 014 030
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0		0
4.5	Crédits commerciaux	76 705		67 946
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	13 329		17 439
4.7	Droits de tirage spéciaux	69 950	4 661	74 611
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-2 537 643	-5 474	-2 788 224

Source : BCEAO

6. Les autres flux représentent des variations d'actifs et de passifs financiers dues à des causes autres que les transactions entre résidents et non-résidents (réévaluations dues aux variations des taux de change et autres variations de prix).

5.2 Structure géographique de la position extérieure globale

La répartition géographique de la PEG fait ressortir la prédominance des transactions financières des autres pays du monde, au détriment de ceux des zones UEMOA et euro. Au niveau des engagements envers les non-résidents, les autres pays détiennent une part de 81,7%, contre 14,5% pour les pays de l'Union et 3,8% pour les pays de la zone euro, après respectivement 83,3%, 14,2% et 2,6% en 2014.

Au titre des actifs financiers détenus auprès des non-résidents, les autres pays englobent une part de 45,5%, contre 47,2% pour les pays de l'Union et 7,3% pour les pays de la zone euro, après 66,7%, 32,7% et 0,6% respectivement en 2014.

Tableau 21 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
A	Stock d'actifs financiers	842 172	129 386	812 201	1 783 758
1	Investissements directs	62 910	1 813	1 755	66 478
2	Investissements de portefeuille	573 739	122 343	340	696 422
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	298 652	5 230	274 224	578 106
5	Avoirs de réserves	-93 129	0	535 881	442 752
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	57 232	57 232
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	9 377	9 377
5.4	Autres avoirs de réserve	-93 129		469 273	376 144
B	Stocks de passifs financiers	664 548	172 337	3 735 097	4 571 983
1	Investissements directs	163 900	45 788	1 612 739	1 822 427
2	Investissements de portefeuille	233 193	25 405	8 503	267 101
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	267 455	101 144	2 113 856	2 482 455
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	177 623	-42 951	-2 922 897	-2 788 224

Source : BCEAO

5.3 Ventilation sectorielle de la position extérieure globale

Le stock d'actifs est détenu majoritairement par les autres institutions de dépôts (52,2%) à travers les investissements de portefeuille (environ le tiers des actifs) et les autres investissements. La Banque Centrale, avec les avoirs de réserve, dispose de 24,8% des actifs. Le reste des actifs financiers, soit 23,0%, est détenu essentiellement par les sociétés non financières dont les avoirs sont constitués des investissements de portefeuille, des dépôts et des crédits commerciaux consentis à leur clientèle.

Le stock des engagements financiers est détenu essentiellement par l'Administration publique (43,2%), les sociétés non financières (42,1%) et, dans une moindre mesure, les autres institutions de dépôts (11,0%). Il se compose des engagements de l'Administration publique (38,4%) et des investissements directs étrangers des sociétés non financières (39,9%).

Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institut. de dépôts	Adm. Pub.	Autres secteurs			Total
					Sous total	Autres Sté. Fin.	Sté. Non Fin.	
	Stock d'actifs financiers	442 752	930 787	0	410 219	522	409 697	1 783 758
1	Investissements directs				66 478		66 478	66 478
2	Investissements de portefeuille		574 331		122 091	485	121 606	696 422
3	Dérivés financiers				0			0
4	Autres investissements	0	356 456	0	221 650	37	221 612	578 106
5	Avoirs de réserves	442 752	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	442 752
5.1	Or monétaire	0	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	57 232	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	57 232
5.3	Position de réserve au FMI	9 377	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	9 377
5.4	Autres avoirs de réserve	376 144	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	376 144
	Stocks de passifs financiers	167 229	501 764	1 973 377	1 929 613	4 792	1 924 820	4 571 983
1	Investissements directs				1 822 427		1 822 427	1 822 427
2	Investissements de portefeuille		41 747	218 976	6 378	3 801	2 576	267 101
3	Dérivés financiers				0			0
4	Autres investissements	167 229	460 017	1 754 401	100 808	991	99 817	2 482 455
	Position extérieure globale nette	275 524	429 023	-1 973 377	-1 519 394	-4 270	-1 515 124	-2 788 224

Source : BCEAO

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les comptes extérieurs du Mali ont été caractérisés par :

- une détérioration de 23,4% du déficit courant ;
- une hausse de 77,5% de l'excédent du compte de capital ;
- une augmentation de 52,3% des entrées nettes de capitaux.

Les transactions courantes et en capital se sont soldées par un besoin de financement de 210.034 millions qui n'a pas été entièrement couvert par les entrées nettes de capitaux. En effet, les investissements directs, notamment les instruments de dette, les investissements de portefeuille (émission de bons et d'obligations du Trésor public) et les tirages de prêts de l'Administration publique ont permis de financer les besoins à hauteur de 161.947 millions.

En définitive, les avoirs extérieurs nets du système monétaire se sont repliés de 86.580 millions et la position extérieure globale nette du Mali s'est dégradée de 250.582 millions.

Pour réduire le déficit, le Mali devrait prendre des mesures de politique économique, parmi lesquelles :

- l'accroissement et la diversification de la base de produits exportables, en l'occurrence les produits alimentaires et les biens manufacturés, dans le but de réduire la dépendance du pays à l'égard des secteurs minier et cotonnier ;
- le suivi et l'appui aux filières de production et de commercialisation porteuses, entres autres, la modernisation de la filière de l'élevage ;
- l'appui à la création d'entreprises de service dans des créneaux spécialisés, à travers des mesures incitatives pour soutenir les capacités d'investissement ;
- l'orientation des investissements directs étrangers vers des secteurs porteurs de croissance, comme l'agriculture et l'industrie.

ANNEXES

Sommaire des annexes

Annexe 1 :	Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali	39
Annexe 2 :	Ajustements des données monétaires	46
Tableau A1 :	Tableau de réconciliation des statistiques financières internationales et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	46
Tableau A2 :	Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts	46
Annexe 3 :	Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes	47
Tableau A3 :	Evolution des exportations FOB ajustées de biens	47
Tableau A4 :	Evolution des importations ajustées de marchandises générales	47
Tableau A5 :	Répartition géographique des exportations du Mali	47
Tableau A6 :	Répartition géographique des importations du Mali	49
Tableau A7 :	Exportations communautaires	50
Tableau A8 :	Importations communautaires	50
Tableau A9 :	Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires	50
Tableau A10 :	Principaux produits d'exportation du Mali	50
Tableau A11 :	Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires	50
Tableau A12 :	Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires	50
Tableau A13 :	Balance des paiements du Mali de 2011 à 2015 (Optique BCEAO)	52
Tableau A14 :	Balance des paiements du Mali de 2011 à 2015	55
Tableau A15 :	Position extérieure globale du Mali de 2011 à 2015	62

ANNEXES

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali

1. Généralités

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2008.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement n° 09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, sur le plan national, la détermination des données définitives globales.

2. Concepts fondamentaux

Territoire économique : le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales, le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.

Résidence : la résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique **prédominant** ». Le nouveau Manuel (6^{ème} édition) n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « **prédominant** » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires.

Transactions : les transactions enregistrées dans la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant par accord mutuel ou par l'effet de la loi impliquant un échange de valeurs ou un transfert.

Cette définition exclut des flux de balance des paiements les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs, les abandons de créance, les variations d'actifs et de passifs des personnes ou entités changeant de lieu de résidence, etc. Il en est de même pour les pertes ou gains de détention qu'entraînent les fluctuations de taux de change ou la variation des prix d'actifs ou de passifs. Ces variations sont enregistrées dans la colonne « autres flux » et prises en compte dans la position extérieure globale.

Autres flux : les « autres flux » comprennent les « réévaluations » et les « autres variations de volume ».

Réévaluations : pertes ou gains de détention qu'entraînent pour les propriétaires d'actifs ou de passifs financiers la variation de leurs prix ou les fluctuations de taux de change.

Autres variations de volume : changements non attribuables aux transactions ou aux réévaluations. Il s'agit notamment des abandons de créances, des pertes d'actifs dues à une catastrophe naturelle, du changement de résidence par une personne détenant des actifs ou passifs financiers ou des changements de classification.

Unité institutionnelle : c'est une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de contracter des obligations, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités.

Investisseur direct : Investisseur qui détient directement ou indirectement au moins 10% du capital d'une entreprise.

Entreprise d'investissement direct : Entreprise résidente d'une économie, dans laquelle un investisseur résident d'une autre économie détient directement ou indirectement, au moins 10% des droits de vote dans le cas d'une société, ou l'équivalent, s'il s'agit d'une entreprise non constituée en société. Elles peuvent prendre la forme **d'entités associées, de filiales ou de succursales**.

Entités associées : Entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient directement de 10% au moins à 50% au plus des droits de vote.

Filiales : Entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient plus de 50% des droits de vote (entreprise sous-contrôle de l'investisseur).

Succursales : Entreprises d'investissement direct non constituée en société et qui est détenue à 100% par son investisseur direct.

Entreprises sœurs : Entreprises directement ou indirectement influencées par une même entreprise, à condition qu'aucune des deux sociétés ne détienne 10% ou plus du capital de l'autre. Toutefois, les prêts inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclus de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument.

Entreprises affiliées : Entités avec lesquelles une entreprise entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs).

3. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, URTNA, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document "Dettes extérieures publiques" est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

4. Pratiques d'établissement des données

4.1 Compte courant et compte de capital

Importations / exportations de marchandises générale : toutes transactions sur biens meubles entre résidents et non-résidents. Les « achats de biens dans les ports par les transporteurs » sont désormais inclus dans « marchandises générales ». Le négoce international et les transactions sur l'or non monétaire sont exclus de cette catégorie. Les biens exportés ou importés pour transformation et les réparations de biens, ainsi que les effets personnels des migrants sont exclus de ce champ.

Réexportation de marchandises : les opérations sur biens produits dans d'autres économies et précédemment importés qui sont exportés sans profonde transformation, doivent être classées séparément si elles constituent une part importante des exportations.

Négoce international : achat de biens par un résident (de l'économie déclarante) à un non-résident, et leur revente ultérieure à un autre non-résident sans que les biens entrent dans l'économie en question. L'acquisition des biens est enregistrée au poste des biens en tant qu'exportation négative (flux créditeur négatif) de l'économie du déclarant. Quant à la vente, elle est comptabilisée au poste de biens vendus dans le cadre du négoce international en tant qu'exportation positive (flux créditeur positif) de l'économie du négociant.

Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers : ils concernent les services de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires des biens en question.

Services d'entretien et de réparation non compris ailleurs : il s'agit des travaux d'entretien et de réparation effectués par des résidents sur des biens qui appartiennent à des non-résidents (et vice versa).

Service postaux et de messagerie : ils portent sur la levée, le transport et la distribution des lettres, journaux, périodiques, brochures et autres documents imprimés, colis et paquets, ainsi que les services de guichets postaux et de location de boîtes postales. Ils incluent également les services de guichets postaux, tels que la vente de timbres et mandats-poste, de poste restante, de télégraphie, etc.

Frais de mission et de formation à l'extérieur : ce sont les dépenses d'hébergement, de restauration, de déplacement et de formation etc. engagées à l'étranger. Il n'incluent pas le coût du transport entre le pays et le ou les pays étrangers.

Travaux de construction : ils recouvrent la création, la rénovation, la réparation ou l'agrandissement d'actifs fixes, sous la forme de bâtiments, d'aménagement de terrains relevant de l'ingénierie, et autres constructions d'ingénierie, telles que les routes, ponts, barrages, etc. Ils englobent les travaux de préparation des chantiers et de construction générale, ainsi que les services spécialisés, tels que les services de peinture, de plomberie et de démolition. La gestion des projets est également comprise dans cette catégorie. L'acquisition de biens et services par les entreprises de construction dans l'économie où elles effectuent les travaux de construction est elle aussi enregistrée au poste construction.

Services d'assurance (autres que sur les marchandises) et de pensions : ils englobent l'assurance-vie et les annuités d'assurance-vie, l'assurance dommages, la réassurance, les pensions, les garanties standardisées et les services auxiliaires aux assurances, de pension et de garantie standardisée.

Services d'assurance auxiliaires : ils recouvrent les opérations qui sont étroitement liées aux services d'assurance et des caisses de retraite et fonds de pension, y compris les commissions des agents, les services d'agents et de courtiers d'assurance, les services de conseil en assurance et en constitution de retraites, les services d'évaluation des dommages et de règlement des sinistres, les services actuariels, les services d'administration des sauvetages, les services de réglementation et de contrôle des indemnisations et les services de recouvrement.

Services financiers : ils englobent les services d'intermédiation financière et les services auxiliaires, à l'exception de ceux qui sont fournis par les compagnies d'assurances et les caisses de retraite et fonds de pension. Ils sont généralement fournis par les banques et les autres sociétés financières. Ils comprennent la collecte des dépôts et l'octroi des prêts, les lettres de crédit, les services de carte de crédits, les commissions et frais liés aux opérations de crédit-bail, d'affacturage, de garantie et de compensation des paiements. Ils incluent également les services de conseil financier, la conservation d'actifs financiers ou de lingots, la gestion d'actifs financiers, les services de surveillance et de contrôle, la fourniture de liquidités, les services de prise en charge des risques autres que les assurances, les services liés aux fusions acquisitions, les services de notation du crédit, les services boursiers et les services de fiducie.

Frais pour usage de propriétés intellectuelle non compris ailleurs : ils recouvrent les commissions pour utilisation des droits de propriété (brevets, marques commerciales, droits d'auteur, procédés de fabrication et dessins industriels) et les frais de licence pour reproduire et/ou distribuer la propriété intellectuelle incorporée dans les œuvres originales ou prototypes créés (droits d'auteur sur les livres et manuscrits, logiciels informatiques, œuvres cinématographiques et enregistrements sonores).

Services de télécommunications : ils recouvrent les frais réglés à des non-résidents ou les recettes de télécommunications reçues des non-résidents, pour la transmission de sons, d'images, de données ou autres informations par téléphone, télex, télégramme, radio ou télévision (par câble ou satellite), courrier électronique, télécopie, etc. ainsi que les services de réseau, de téléconférence et d'appui fournis aux entreprises. Ils ne tiennent cependant pas compte de la valeur des informations transportées. Ils incluent aussi les services de téléphonie cellulaire, les services de base par Internet et les services d'accès en ligne, y compris la fourniture de l'accès à Internet. Ils excluent les services d'installation de réseaux téléphoniques (inclus dans les travaux de construction) et les services concernant les bases de données et autres services informatiques connexes qui permettent d'avoir accès aux données fournies par des serveurs de bases de données (enregistrés parmi les services d'information).

Service d'informatique : cette transaction englobe les services liés aux matériels et logiciels informatiques et les services de traitement de données. Ne sont pas inclus dans les services informatiques, les logiciels prêts à l'emploi qui sont considérés comme des biens, les droits de licence de reproduction et/ou de distribution de logiciels, qui sont inclus dans les commissions pour usage de propriété intellectuelle, ainsi que les stages de formation à l'informatique non spécifiques qui sont inclus dans les autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs.

Service d'information : cette transaction englobe les transactions entre résidents et non-résidents sur les services fournis par les agences d'information comme la communication d'informations, de photographies et d'articles de fond aux médias, ainsi que les abonnements directs individuels aux journaux et périodiques, reçus par courrier, transmission électronique ou autres moyens. Il inclut également la conception des bases de données, le stockage des données et la diffusion des données et bases de données (y compris les annuaires et les listes de distribution), en ligne et par le biais de supports magnétiques, optiques ou imprimés, ainsi que les fenêtres de recherche sur le Web (services de moteur de recherche trouvant des adresses Internet pour les clients qui introduisent des questions sous forme de mots clés).

Services de recherche-développement : ils comprennent les services liés à la recherche fondamentale, à la recherche appliquée et à la mise au point expérimentale de nouveaux produits et procédés.

Autres services aux entreprises : ils comprennent les autres services commerciaux, locations et services divers aux entreprises. Les autres services commerciaux englobent notamment les frais de manutention et de transit de marchandises, alors que les services divers rassemblent les services techniques, tels que les frais d'étude et de recherche ainsi que l'assistance technique.

Services spécialisés et services de conseil en gestion : ils recouvrent les services juridiques, de comptabilité, de conseil en gestion, les services de gestion et de relations publiques ainsi que les services de publicité, d'études de marché et de sondage d'opinion.

Services techniques, services liés au commerce et autres services aux entreprises : ils englobent les services d'architecture, d'ingénierie et autres services techniques, les services de traitement de déchets et de dépollution, les services agricoles et miniers, les services de location-exploitation, les services liés au commerce et les autres services aux entreprises (distribution d'eau, de vapeur, de gaz et autres produits pétroliers, etc.).

Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs : ils comprennent les services audiovisuels et connexes, ainsi que les autres services culturels et relatifs aux loisirs.

Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs : ils correspondent aux biens et services fournis ou reçus par des enclaves, telles que les ambassades, les bases militaires et les organisations internationales. Y sont également inclus, les biens et services achetés à l'économie d'accueil par les diplomates, les effectifs consulaires et le personnel militaire en poste à l'étranger, ainsi que par les personnes qui sont à leur charge, les services fournis ou reçus par les administrations publiques et non inclus dans d'autres catégories de services.

Dividendes reçus/versés sur les titres de participations : la part des bénéfices reçus/versés par votre entreprise sur des actions détenues/émises par les non-résidents.

Réinvestissement de bénéfices/Bénéfices réinvestis : ils correspondent aux revenus de participations revenant aux investisseurs directs, diminués des bénéfices distribués, proportionnellement au pourcentage de capital détenu, et qui sont réinvestis dans l'entreprise pour accroître leurs participations.

Intérêts versés ou reçus des entreprises affiliées : ce sont des intérêts sur instruments de dettes émis ou détenus par votre entreprise sur des entreprises affiliées.

Autres intérêts versés ou reçus : ce sont des intérêts sur crédits commerciaux, dépôts et emprunts bancaires, sur swaps de devises ou de taux, sur accords de taux futurs (Forward Rate Agréments) etc. Les intérêts sur les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés sont également compris dans cette rubrique.

Taxes sur la production et les importations versées : ce sont des versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques. Ils frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ils sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

4.2 Compte financier

Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct : part des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) de votre entreprise dans les entreprises où elle détient au moins 10 % (filiales, associés ou succursale).

Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours) : part des fonds propres de votre entreprise dans les entreprises d'investisseurs directs.

Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs : parts des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) des entreprises sœurs non-résidentes détenus par votre entreprise à titre d'investissements directs.

Titres de participation détenus par les investisseurs directs : parts des fonds propres de votre entreprise détenus à au moins 10% par des investisseurs non-résidents.

Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement direct (investissement à rebours) : parts des fonds propres de votre entreprise détenus par vos filiales, des sociétés associées ou succursales.

Titres de participation détenus par les entreprises sœurs : parts des fonds propres de votre entreprise détenue par les entreprises sœurs.

Prêts accordés ou reçus des entreprises affiliées : détention ou émission d'instruments de dettes par votre entreprise sur des entités avec lesquelles elle entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs). Les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclues de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument. A cet égard, ils ne sont pas pris en compte dans cette catégorie.

Titres de participations (< 10 %) : prises de participation représentant moins de 10% des fonds propres des entreprises non-résidentes, sous forme d'investissements de portefeuille (placement).

Titres de créance : ils comprennent les obligations garanties ou non, les billets de trésorerie, les billets à ordre, les certificats de dépôts, les bons des établissements financiers, les bons du Trésor et autres titres non représentatifs d'une participation au capital.

Instruments financiers dérivés : ce sont des instruments financiers qui sont liés à un autre instrument financier spécifique ou à un indicateur ou à une marchandise et qui permettent en tant que tels de négocier des risques financiers sur des marchés de capitaux. Pour leur enregistrement, il y a lieu d'indiquer à l'actif le montant du principal à recevoir et au passif le montant du principal à livrer.

Autres titres de participations : ce sont des participations qui ne sont pas incluses dans les investissements directs et qui ne prennent pas la forme de titres de portefeuille.

Autres prêts : ce sont des actifs financiers créés lorsqu'un créancier prête des fonds directement à un débiteur via un instrument qui n'a pas vocation à être négocié.

Crédits commerciaux : ils correspondent (généralement) à des crédits à court terme entre entreprises dans le cours normal d'affaires par les fournisseurs/acheteurs de biens ou services.

5. Validation des données

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de l'Office National des Postes, de la DGDP, de la DGD, de l'INSTAT et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

6. Autres aspects

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai maximum d'un an après la fin de l'année de référence. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels. Elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/2010/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de cette annexe dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA, ainsi que de la balance des paiements régionale". L'article 2 suivant précise : "Les informations recueillies en application de l'article premier ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

Annexe 2 : Ajustements des données monétaires

Tableau A1 : Réconciliation des données des statistiques financières internationales (FMI) et de balance des paiements

(en millions de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	Variation
AVOIRS						
Statistiques monétaires (données FISEC)	704 118	666 518	619 125	474 787	376 991	-97 796
Ajustements/Autres flux	-1 588	-463	-463	-463		463
Total avoirs en balance des paiements	702 530	666 055	618 662	474 324	376 991	-97 333
ENGAGEMENTS						
Statistiques monétaires (données FISEC)	119 176	124 429	137 595	152 881	162 255	9 374
dont Allocation DTS	69 553	68 339	65 495	69 950	74 611	4 661
Ajustements/Autres flux	3 584	4 468	1 624	0		0
Total engagements en balance des paiements	53 208	60 557	73 723	82 931	87 644	4 713
AVOIRS EXTERIEURS NETS	649 322	605 498	544 939	391 393	289 347	-102 046

Tableau A2 : Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de balance des paiements

(en millions de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	Variation
AVOIRS						
Statistiques monétaires (données FISEC)	391 268	432 946	556 148	729 179	790 252	61 073
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-18 450	-15 981	-7 458	-8 101	-7 659	442
Débiteurs divers	300	339	334	311	224	-87
Divers-comptes d'ordre	1	0	0	5	0	-5
Billets externes UMOA	13 117	12 401	7 152	7 720	9 782	2 062
Ajustements						
Total avoirs en balance des paiements	386 236	429 705	556 176	729 114	792 599	63 485
ENGAGEMENTS						
Statistiques monétaires (données FISEC)	282 287	278 299	279 409	428 438	469 430	40 992
Comptes exigibles après encaissement	-18 657	-15 149	-9 579	-14 778	-17 138	-2 360
Dépôts des Maliens de l'extérieur	144 360	143 275	137 299	146 602	156 553	9 951
Versement à effectuer sur titres de placement	0		0	0	0	0
Créditeurs divers	106	197	1 286	578	14	-564
Divers-comptes d'ordre	0		0	0	0	0
Ajustements						
Total engagements en balance des paiements	408 096	406 622	408 415	560 840	608 859	48 019
AVOIRS EXTERIEURS NETS	-21 860	23 083	147 761	168 274	183 740	15 466

Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes extérieurs

Tableau A3: Evolution des exportations FOB ajustées de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Coton	89 460	197 508	177 957	162 840	188 710
Pierres et métaux précieux	798 701	880 409	928 872	943 159	1 043 399
Animaux vivants	46 247	58 749	64 371	17 318	115 164
Autres	197 777	201 095	200 427	236 344	266 056
Total statistiques du commerce extérieur	1 132 185	1 337 761	1 371 625	1 359 661	1 613 328
Ajustements de champ (non contrôlé)	12 527	35 598	32 244	29 973	32 726
Ajustements de valeur	-17 057	158 801	15 655	-15 459	-39 260
EXPORTATIONS AJUSTEES	1 127 655	1 532 160	1 419 525	1 374 174	1 606 794

Sources : BCEAO et INSTAT

Le tableau qui précède décrit les retraitements effectués permettant le passage entre les statistiques douanières et les statistiques ajustées de la BP (ajustements de champ et ajustements de valeur). Les ajustements de champ (commerce non contrôlé) concernent les exportations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les ajustements de valeur permettent de corriger les statistiques douanières par la prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices.

Tableau A4 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2011	2012	2013	2014	2015
Produits alimentaires	217 358	242 730	281 758	296 117	385 869
Produits énergétiques	463 551	507 739	528 398	517 604	480 563
Biens de conso. Courante	173 993	232 262	256 200	250 127	322 185
Biens d'équipement	354 325	395 776	413 817	438 738	599 954
Matières premières et biens de conso. courante	311 431	318 431	315 753	303 579	443 964
Produits divers	61 074	72 318	92 152	132 413	128 936
Total statistiques du commerce extérieur	1 581 731	1 769 255	1 888 077	1 938 578	2 361 470
Ajustements de champ (informel)	59 772	78 699	77 038	134 004	-47 391
Ajustements de champ (autres)	-73 807	-48 995	-84 235	-137 500	-66 350
Imports de marchandises ajustées CAF	1 567 697	1 798 959	1 880 880	1 935 082	2 247 729
Fret	-266 508	-305 823	-319 750	-299 938	-348 398
Assurance sur marchandises	-16 476	-17 990	-18 809	-9 675	-11 239
IMPORTATIONS FOB	1 284 712	1 475 146	1 542 322	1 625 469	1 888 093

Sources : BCEAO, INSTAT

Le tableau qui précède présente les ajustements effectués sur les importations douanières pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7. Les ajustements de champ (informel) concernent les importations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les autres ajustements de champ sont relatifs aux importations des Représentations diplomatiques étrangères, déduites du total des importations, car ne faisant pas partie du champ de la BP.

Tableau A5 : Répartition géographique des exportations

(Volume en tonnes, Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2011			2012			2013			2014			2015		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
EUROPE	125 733	190 428	16,8	152 428	302 579	19,7	119 016	163 515	11,5	180 648	201 542	14,7	95 127	363 565	22,6
Union Européenne	46 446	38 553	3,4	86 105	67 008	4,4	73 500	43 671	3,1	73 462	35 876	2,6	88 500	66 029	4,1
<i>ZONE EURO</i>	44 680	30 037	2,7	84 012	65 229	4,3	61 140	41 572	2,9	62 539	33 066	2,4	74 182	53 948	3,4
<i>France</i>	10 600	16 406	1,4	40 781	32 104	2,1	13 157	8 770	0,6	26 608	13 794	1,0	36 913	18 951	1,2
Allemagne	25 640	1 676	0,1	29 770	4 924	0,3	35 710	6 243	0,4	21 359	4 909	0,4	7 226	4 199	0,3
Italie	2 440	2 962	0,3	3 629	7 713	0,5	4 445	7 044	0,5	3 876	5 812	0,4	8 366	9 197	0,6
Pays-Bas	2 514	1 249	0,1	1 448	768	0,1	2 882	1 510	0,1	4 516	1 972	0,1	9 034	9 814	0,6
Belgique	1 441	6 210	0,5	2 400	3 355	0,2	1 540	10 300	0,7	1 273	3 375	0,2	2 066	2 453	0,2
Autres pays européens	2 045	1 534	0,1	5 983	16 364	1,1	3 405	2 705	0,2	10 039	2 249	0,2	12 614	11 004	0,7
<i>Royaume-Uni</i>	1 042	8 516	0,8	437	734	0,0	411	647	0,0	884	562	0,0	1 705	1 078	0,1
Autres pays d'Europe	79 287	151 875	13,4	66 323	235 571	15,4	45 516	119 844	8,4	107 186	165 666	12,1	6 626	297 535	18,5
<i>Dont Suisse</i>	931	131 838	11,6	1 945	216 285	14,1	1 368	109 997	7,7	1 516	131 078	9,5	2 382	288 791	18,0
Russie	52 096	13 699	1,2	37 188	11 117	0,7	42 348	8 693	0,6	68 952	14 714	1,1	4 244	8 744	0,5
AFRIQUE	508 960	827 058	73,0	400 125	993 472	64,8	464 127	1 046 690	73,7	325 760	970 761	70,6	785 453	1 002 068	62,4
CEDEAO	461 631	172 900	15,3	376 379	190 757	12,5	422 145	213 772	15,1	285 504	192 533	14,0	698 472	285 666	17,8
<i>UEMOA</i>	392 011	158 017	14,0	345 140	179 793	11,7	360 541	197 825	13,9	237 855	175 542	12,8	638 401	256 979	16,0
<i>Bénin</i>	14 454	8 126	0,7	1 712	11 463	0,7	45 033	19 250	1,4	286	8 024	0,6	1 041	8 649	0,5
Burkina	124 791	47 604	4,2	128 512	47 279	3,1	127 247	42 299	3,0	83 703	70 386	5,1	349 489	44 467	2,8
Côte d'Ivoire	90 524	42 402	3,7	107 441	62 654	4,1	84 992	74 435	5,2	70 866	40 909	3,0	135 156	90 694	5,6
Guinée Bissau	21	7	0,0	5	651	0,0	6	372	0,0	8	225	0,0	10	124	0,0
Niger	2 721	2 268	0,2	3 646	8 948	0,6	1 646	9 668	0,7	1 540	2 109	0,2	6 796	10 905	0,7
Sénégal	133 266	54 389	4,8	95 151	34 981	2,3	87 632	38 910	2,7	70 888	46 097	3,4	139 423	92 068	5,7
Togo	26 233	3 221	0,3	8 674	13 817	0,9	13 984	12 890	0,9	10 563	7 792	0,6	6 486	10 072	0,6
Autres pays de la CEDEAO	69 621	14 882	1,3	31 239	10 964	0,7	61 605	15 948	1,1	47 650	16 991	1,2	60 071	28 687	1,8
<i>Cap vert</i>	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0
Gambie	163	38	0,0	126	35	0,0	3 245	125	0,0	725	131	0,0	106	24	0,0
Ghana	20 798	2 219	0,2	13 734	1 815	0,1	33 087	2 528	0,2	18 233	2 690	0,2	25 577	1 742	0,1
Guinée Conakry	41 095	10 325	0,9	13 572	7 010	0,5	21 818	11 975	0,8	23 124	12 745	0,9	30 797	26 443	1,6
Libéria	3 305	557	0,0	15	1	0,0	0	0	0,0	50	4	0,0	24	47	0,0
Nigéria	1 699	715	0,1	1 738	1 226	0,1	1 668	258	0,0	2 428	418	0,0	1 351	161	0,0
Sierra Leone	2 560	1 028	0,1	2 054	877	0,1	1 786	1 062	0,1	3 089	1 002	0,1	2 217	269	0,0
Autres pays d'Afrique	47 328	654 159	57,8	23 746	802 715	52,4	41 982	832 918	58,7	40 256	778 228	56,6	86 981	716 403	44,6
Algérie	5 783	6 172	0,5	1 232	949	0,1	344	329	0,0	80	17	0,0	2 996	2 464	0,2
Maroc	35 505	7 127	0,6	15 121	4 721	0,3	28 552	9 204	0,6	19 953	6 562	0,5	45 746	11 313	0,7
Tunisie	696	325	0,0	1 715	1 160	0,1	1 830	1 176	0,1	609	752	0,1	786	384	0,0
Camérout	92	5	0,0	22	28	0,0	6	28	0,0	2	2	0,0	2	7	0,0
Kenya	9	41	0,0	2	29	0,0	6	57	0,0	0	0	0,0	1	2	0,0
Afrique du Sud	655	637 020	56,3	888	791 375	51,7	1 175	804 007	56,6	846	765 492	55,7	1 075	694 897	43,2
AMERIQUE	1 508	4 820	0,4	1 778	5 036	0,3	12 811	13 231	0,9	13 328	7 301	0,5	8 722	16 550	1,0
Canada	217	2 130	0,2	229	668	0,0	257	561	0,0	258	419	0,0	3 032	1 129	0,1
Etats-Unis	964	2 528	0,2	1 352	4 067	0,3	9 385	9 675	0,7	12 990	6 690	0,5	5 507	15 211	0,9
Autres pays d'Amérique	327	162	0,0	197	301	0,0	3 169	2 995	0,2	80	192	0,0	184	210	0,0
ASIE	216 498	109 801	9,7	277 856	230 655	15,1	379 419	189 915	13,4	127 166	193 334	14,1	286 820	222 567	13,9
Chine	102 160	40 935	3,6	169 969	111 129	7,3	73 022	58 097	4,1	50 060	29 195	2,1	66 019	23 285	1,4
Hong-Kong	230	270	0,0	393	7 082	0,5	2 259	2 339	0,2	345	92	0,0	36	152	0,0
Inde	41 730	2 726	0,2	37 553	10 635	0,7	199 901	29 699	2,1	71 320	27 913	2,0	44 449	39 355	2,4
Japon	292	927	0,1	1 921	4 038	0,3	336	1 227	0,1	164	620	0,0	1 099	5 691	0,4
Taiwan	1 686	1 371	0,1	602	942	0,1	2 546	1 963	0,1	284	1 417	0,1	3 224	2 339	0,1
Thaïlande	9 353	7 446	0,7	2 792	3 570	0,2	9 405	7 874	0,6	17	9 858	0,7	24 398	19 271	1,2
Emirates arabes unis	1 080	16 810	1,5	40	16 395	1,1	724	2 345	0,2	1 261	20 147	1,5	2 153	17 137	1,1
Autres pays d'Asie	60 198	39 585	3,5	64 979	83 947	5,5	91 228	86 771	6,1	3 715	104 092	7,6	145 442	115 336	7,2
OCEANIE	24	78	0,0	479	417	0,0	97	6 173	0,4	291	1 237	0,1	687	2 044	0,1
Dont: Australie-Nouvelle	24	78	0,0	479	417	0,0	97	6 173	0,4	291	1 237	0,1	687	2 044	0,1
TOTAL GENERAL	852 723	1 132 185	100,0	832 666	1 532 160	100,0	975 471	1 419 525	100,0	647 193	1 374 174	100,0	1 176 808	1 606 794	100,0

Tableau A6 : Répartition géographique des importations

(Volume en tonnes, Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2011			2012			2013			2014			2015		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
EUROPE	644 124	398 586	25,2	674 247	452 544	25,16	859 574	524 765	27,9	869 468	534 753	27,6	990 622	617 467	27,5
<i>Union Européenne</i>	373 176	322 419	20,4	423 431	370 877	20,62	532 690	391 923	20,8	523 224	456 297	23,6	839 434	588 623	26,2
ZONE EURO	357 050	305 148	19,3	409 563	348 835	19,39	519 619	358 757	19,1	513 401	423 398	21,9	724 243	488 659	21,7
France	218 519	162 600	10,3	232 454	191 190	10,63	253 586	175 232	9,3	276 201	216 559	11,2	305 009	199 082	8,9
Allemagne	41 260	54 906	3,5	41 336	38 113	2,12	94 685	57 233	3,0	71 473	57 163	3,0	128 404	91 441	4,1
Italie	18 966	14 202	0,9	43 059	20 789	1,16	34 054	18 358	1,0	47 961	34 360	1,8	76 019	51 563	2,3
Pays-Bas	21 970	11 707	0,7	26 597	23 006	1,28	35 153	38 854	2,1	45 402	48 010	2,5	77 375	40 496	1,8
Belgique	15 284	22 930	1,4	17 121	24 695	1,37	17 936	21 264	1,1	21 524	29 904	1,5	58 777	36 792	1,6
<i>Autres pays européens de l'UE</i>	41 051	38 803	2,5	48 997	51 042	2,84	84 204	47 815	2,5	7 479	20 194	1,0	109 334	66 513	3,0
Royaume-Uni	1 623	4 684	0,3	1 808	6 142	0,34	2 162	8 700	0,5	2 343	12 705	0,7	5 858	33 451	1,5
<i>Autres pays d'Europe</i>	270 948	76 167	4,8	250 816	81 667	4,54	326 884	80 861	4,3	346 244	78 456	4,1	151 188	28 844	1,3
Dont Suisse	568	1 124	0,1	724	1 952	0,11	31 529	5 324	0,3	2 602	4 021	0,2	5 038	6 844	0,3
Russie	118 780	26 146	1,7	143 081	31 954	1,78	167 397	35 557	1,9	188 644	37 779	2,0	146 150	22 000	1,0
AFRIQUE	3 020 495	772 137	48,8	3 105 596	828 189	46,04	3 441 266	748 695	39,8	3 307 384	832 770	43,0	4 556 389	940 104	41,8
CEDEAO	2 821 878	660 671	41,8	3 018 044	747 864	41,57	3 227 207	634 565	33,7	3 067 017	736 570	38,1	4 300 879	809 532	36,0
UEMOA	2 713 074	604 843	38,2	2 889 424	684 436	38,05	3 152 884	598 344	31,8	2 977 586	699 547	36,2	4 194 925	769 934	34,3
Bénin	222 875	119 836	7,6	151 429	91 558	5,09	153 956	77 285	4,1	146 124	77 552	4,0	131 372	40 767	1,8
Burkina	19 348	2 488	0,2	45 518	36 972	2,06	30 406	56 349	3,0	58 146	41 199	2,1	118 603	30 638	1,4
Côte d'Ivoire	376 381	127 404	8,1	441 678	192 807	10,72	669 927	217 583	11,6	524 791	228 451	11,8	832 992	327 651	14,6
Guinée Bissau	0	0	0,0	0	8 583	0,48	0	7 383	0,4	1	10 466	0,5	3	0	0,0
Niger	49	21	0,0	93 424	55 489	3,08	66 896	47 516	2,5	96 055	33 472	1,7	11 954	32 417	1,4
Sénégal	2 048 130	338 226	21,4	2 138 353	277 743	15,44	2 223 017	178 028	9,5	2 141 980	288 847	14,9	3 069 358	305 900	13,6
Togo	46 292	16 866	1,1	19 021	21 285	1,18	8 683	14 200	0,8	10 489	19 560	1,0	30 642	32 561	1,4
<i>Autres pays de la CEDEAO</i>	108 804	55 828	3,5	128 620	63 428	3,53	74 322	36 221	1,9	89 431	37 023	1,9	105 954	39 598	1,8
Cap vert	0	0	0,0	0	0	0,00	0	0	0,0	2	5	0,0	0	0	0,0
Gambie	1 764	857	0,1	17 364	5 412	0,30	6 047	2 057	0,1	5	7	0,0	182	42	0,0
Ghana	97 656	50 703	3,2	93 513	51 189	2,85	59 415	30 308	1,6	77 560	31 994	1,7	92 977	34 739	1,5
Guinée Conakry	6 800	1 520	0,1	16 226	5 550	0,31	6 495	1 926	0,1	9 385	2 765	0,1	9 976	2 911	0,1
Libéria	0	0	0,0	0	0	0,00	1	7	0,0	84	391	0,0	0	0	0,0
Nigéria	2 584	2 745	0,2	1 494	1 262	0,07	2 364	1 920	0,1	2 385	1 858	0,1	2 808	1 857	0,1
Sierra Leone	0	3	0,0	24	14	0,00	1	3	0,0	9	4	0,0	12	48	0,0
<i>Autres pays d'Afrique</i>	198 617	111 466	7,0	87 552	80 324	4,47	214 059	114 130	6,1	240 367	96 200	5,0	255 510	130 572	5,8
Algérie	29 272	73 634	4,7	7 194	943	0,05	6 713	979	0,1	9 257	1 294	0,1	14 019	2 094	0,1
Maroc	6 972	900	0,1	30 649	12 089	0,67	90 041	28 438	1,5	46 463	19 401	1,0	116 452	34 965	1,6
Tunisie	205	110	0,0	13 159	2 808	0,16	18 903	4 260	0,2	20 863	4 816	0,2	19 066	4 446	0,2
Caméroun	220	107	0,0	363	208	0,01	594	320	0,0	2	0	0,0	66	43	0,0
Kenya	83 249	18 240	1,2	112	74	0,00	90	68	0,0	75	258	0,0	157	247	0,0
Afrique du Sud	25 089	6 057	0,4	15 919	54 334	3,02	61 456	69 305	3,7	89 786	55 839	2,9	52 022	68 568	3,1
AMERIQUE	284 220	91 472	5,8	242 863	119 690	6,65	312 366	116 878	6,2	319 258	125 651	6,5	288 513	117 277	5,2
Canada	2 570	9 262	0,6	2 981	12 023	0,67	2 707	9 452	0,5	21 841	10 493	0,5	46 351	18 128	0,8
Etats-Unis	21 436	39 228	2,5	20 582	48 639	2,70	55 328	54 352	2,9	88 478	74 357	3,8	54 158	59 332	2,6
<i>Autres pays d'Amérique</i>	260 213	42 982	2,7	219 300	59 028	3,28	254 332	53 075	2,8	208 940	40 801	2,1	188 004	39 817	1,8
ASIE	523 851	293 498	18,6	673 552	369 254	20,53	699 362	451 884	24,0	683 634	416 684	21,5	882 787	537 249	23,9
Chine	211 196	170 040	10,8	198 888	211 959	11,78	309 773	226 358	12,0	329 273	248 949	12,9	493 085	345 495	15,4
Hong-Kong	988	531	0,0	1 529	1 223	0,07	1 344	1 592	0,1	906	1 295	0,1	1 328	2 452	0,1
Inde	63 011	32 467	2,1	178 584	46 897	2,61	125 458	57 108	3,0	166 831	51 407	2,7	169 822	63 845	2,8
Japon	12 124	28 379	1,8	10 804	20 963	1,17	13 609	35 991	1,9	17 544	35 886	1,9	27 041	50 469	2,2
Taiwan	710	692	0,0	211	980	0,05	111	367	0,0	319	847	0,0	103	371	0,0
Thaïlande	58 490	7 690	0,5	62 869	8 095	0,45	50 470	8 811	0,5	70 144	11 679	0,6	45 961	9 780	0,4
Emirates arabes unis	21 974	14 320	0,9	16 461	9 066	0,50	15 997	8 706	0,5	19 281	11 514	0,6	28 732	15 267	0,7
<i>Autres pays d'Asie</i>	156 346	39 911	2,5	205 736	71 293	3,96	182 600	60 970	3,2	79 336	55 107	2,8	116 716	49 570	2,2
OCEANIE	6 227	26 038	1,6	6 941	29 282	1,63	10 311	38 657	2,1	7 326	25 224	1,3	15 414	35 632	1,6
<i>Dont: Australie-Nouvelle Zélande</i>	6 219	26 034	1,6	6 708	29 247	1,63	10 255	38 643	2,1	7 326	25 224	1,3	15 414	35 632	1,6
TOTAL GENERAL	4 478 917	1 581 731	100	4 703 206	1 798 959	100	5 322 879	1 880 880	100	5 187 070	1 935 082	100	6 733 725	2 247 729	100

Tableau A7 : Exportations communautaires

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Coton	% Exports Coton	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	1,0	0,0	1,4
	% Exports totales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2
	Millions FCFA	0	452	167	4	0	1 862	0	2 485
Or	% Exports Or						0,0		0,0
	% Exports totales						0,0		0,0
	Millions FCFA		11				0		11
Animaux vivants	% Exports Animaux	0,5	5,6	51,4	0,0	3,4	24,0	1,0	85,9
	% Exports totales	0,0	0,4	3,7		0,2	1,7	0,1	6,2
	Millions FCFA	596	6 490	59 216	0	3 885	27 597	1 124	98 907
Engrais	% Exports Engrais	0,1	56,4	0,4	0,0	0,9	0,0	0,0	57,9
	% Exports totales	0,0	2,2	0,0		0,0	0,0	0,0	2,2
	Millions FCFA	82	34 634	243	0	559	8	1	35 527
Divers	% Exports totales	0,5	0,2	1,9	0,0	0,4	3,9	0,6	7,5
	Millions FCFA	7 971	2 880	31 069	120	6 461	62 601	8 947	120 048
Total	% Exports totales	0,5	2,8	5,6	0,0	0,7	5,7	0,6	16,0
	Millions FCFA	8 649	44 467	90 694	124	10 905	92 068	10 072	256 979

Sources : BCEAO, INSTAT.

Tableau A8 : Importations communautaires

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Produits alimentaires	% Imports Prod. Alim.	0,1	1,0	21,3	0,0	0,2	11,6	1,2	35,3
	% Imports totales	0,0	0,2	3,5	0,0	0,0	1,9	0,2	5,8
	Millions FCFA	277	2 981	65 702	0	598	35 834	3 626	109 019
Produits pétroliers	% Imports Pétrole	8,8	3,2	28,2	0,0	7,0	22,8	1,5	71,7
	% Imports totales	1,8	0,7	5,7		1,4	4,6	0,3	14,6
	Millions FCFA	33 966	12 425	108 536		26 802	87 777	5 897	275 403
Matériaux de const.	% Imports Mat. Ctruct	0,0	0,6	4,8	0,0	0,0	32,6	0,4	38,3
	% Imports totales	0,0	0,1	0,9		0,0	6,1	0,1	7,2
	Millions FCFA	11	2 088	17 092		0	115 636	1 265	136 092
Matières premières	% Imports totales	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,4	0,1	0,9
	Millions FCFA	38	118	8 627	0	9	7 426	1 076	17 294
Machines & véhicules	% Imports Mach&véhic	0,0	0,4	1,4	0,0	0,0	0,1	0,0	1,9
	% Imports totales	0,0	0,1	0,3		0,0	0,0	0,0	0,5
	Millions FCFA	24	1 842	6 588	0	7	475	80	9 016
Produits chimiques	% Imports Prod. Chim	0,0	0,2	6,0	0,0	0,0	3,7	0,2	10,2
	% Imports totales	0,0	0,0	0,8		0,0	0,5	0,0	1,4
	Millions FCFA	39	628	15 508		56	9 591	476	26 298
Divers	% Imports totales	0,0	0,3	3,0		0,0	0,2	0,8	4,3
	Millions FCFA	297	5 960	56 451	0	82	3 277	15 256	81 322
Total	% Imports totales	1,8	1,4	14,8	0,0	1,5	13,8	1,5	34,7
	Millions FCFA	34 652	26 042	278 503	0	27 555	260 015	27 677	654 444

Sources : BCEAO, INSTAT.

Tableau A9 : Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires

(en millions de FCFA)		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		3 636,5	7 491,3	10,9	34 652,2	63 780,0	885,7	11 988,0	122 444,6
	Burkina	5 132,5		14 350,5	0,0	26 041,9	20 379,9	3 477,8	23 709,6	93 092,2
	Cote d'Ivoire	40 914,8	316 216,6		459,0	278 503,3	54 835,3	75 579,6	146 507,0	913 015,6
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	3 770,3	0,0	3 770,3
	Mali	8 648,6	44 467,3	90 694,2	124,3		10 905,0	92 067,8	10 071,8	256 979,0
	Niger	17 202,9	18 545,4	7 678,0	0,0	27 554,6		787,6	3 425,2	75 193,7
	Sénégal	14 943,3	27 073,6	77 971,4	48 159,7	260 015,0	15 270,4		18 180,8	461 614,2
	Togo	114 736,9	86 160,7	27 100,5	1 277,5	27 676,9	44 439,6	8 593,6		309 985,7
	UEMOA	201 579,0	496 100,1	225 285,9	50 031,4	654 443,9	209 610,2	185 162,4	213 882,4	2 236 095,3

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau A10 : Principaux produits d'exportation du Mali

Produits	2 014		2 015	
	Valeur (en millions FCFA)	Volume (en tonnes)	Valeur (en millions FCFA)	Volume (en tonnes)
Or	993 159	166	1 048 992	55
Coton	162 840	3 910	190 505	247 265
Animaux vivants	17 318	15 767	115 164	127 277
Engrais	94 171	200 768	61 397	249 398
Réacteurs nucléaires, chaudières	13 714	3 912	40 096	8 778
Voitures automobiles, tracteurs, cycles	8 101	5 282	31 247	6 031
Combustibles minéraux	30 761	49 315	25 506	37 727
Peaux et cuirs	6 815	4 938	12 469	8 382
Graines et fruits oléagineux	5 528	31 815	11 112	64 410
Fruits comestibles	10 278	54 464	8 333	153 153
Fonte, fer et acier	10 216	46 098	8 436	33 298
Machines, appareils et matériels	3 963	1 330	5 428	2 828
Bois	6 714	16 748	5 298	33 670
Matières plastiques et ouvrages	3 571	5 994	4 808	4 588
Boissons	2 818	8 135	4 148	14 248
Autres articles, textiles confectionnés	3 143	1 450	4 036	2 149
Lait	4 003	2 457	3 509	1 984

Tableau A11 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Benin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Benin		4 289,4	1 816,1	103,0	911,3	1 870,9	3 002,2	7 898,8	19 891,7
	Burkina	14 297,5		4 181,1	172,4	2 802,5	2 552,2	3 359,4	7 396,5	34 761,6
	cote d'Ivoire	13 837,4	13 921,2		57,3	4 625,1	2 662,5	5 539,8	8 251,0	48 894,3
	Guinée-Bissau	115,0	239,5	132,3		274,4	10,9	2 800,9	0,0	3 573,0
	Mali	3 313,1	10 817,6	5 622,7	609,7		3 224,7	4 443,6	3 028,6	31 060,0
	Niger	3 585,9	2 030,2	2 974,0	21,1	74,5	4 199,3		5 101,0	17 986,0
	Sénégal	2 043,3	4 189,3	1 702,8	1 305,3	5 173,8	1 702,8		681,1	16 798,4
	Togo	22 361,3	3 337,2	1 523,6	69,5	578,1	1 273,6	4 446,7		33 590,0
	UEMOA	59 553,5	38 824,4	17 952,6	2 338,3	14 439,7	13 297,6	27 791,9	32 357,0	206 555,0

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau A12 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds intra-communautaires

(en millions de FCFA)		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 669,2	6 773,8	8,0	5 414,0	1 568,1	4 786,3	4 708,6	24 928,0
	Burkina	2 988,9		10 090,6	21,0	25 379,4	1 087,3	11 044,8	4 159,5	54 771,5
	Cote d'Ivoire	5 892,2	15 019,5		56,6	66 991,7	4 846,1	23 231,3	6 642,7	122 680,1
	Guinée-Bissau	173,5	12,4	121,8		1 198,5	203,8	7 918,9	189,8	9 818,7
	Mali	2 250,5	1 547,6	6 618,4	43,7		3 350,5	9 338,6	5 692,7	28 842,0
	Niger	2 261,6	1 352,2	4 382,8	154,4	9 072,5		4 281,6	6 247,5	27 752,6
	Sénégal	2 125,0	2 334,2	7 269,1	4 348,7	21 564,5	6 275,5		2 874,4	46 791,4
	Togo	2 879,8	1 774,5	6 694,3	6,9	2 461,4	3 529,7	4 479,5		21 826,1
	UEMOA	18 571,5	23 709,6	41 950,8	4 639,3	132 082,0	20 861,0	65 081,0	30 515,2	337 410,4

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

Tableau A13 : Balance des paiements MBP6 Optique BCEAO –

Code SDMX	Nom du poste	2011	2012	2013	2014	2015
1_B_N_N_E	Compte des transactions courantes	-309,7	-139,2	-185,1	-334,1	-412,5
	Crédit	1814,5	2213,0	2748,0	2669,5	2958,8
	Débit	2124,3	2352,2	2933,1	3003,6	3371,3
1_B_N_N_E	Biens et services	-495,6	-310,2	-976,9	-1101,3	-1204,9
	Crédit	1321,5	1708,3	1631,3	1599,8	1862,8
	Débit	1817,1	2018,5	2608,2	2701,2	3067,8
1_B_N_N_E	Biens	-157,1	57,0	-122,8	-251,3	-281,3
	Crédit	1127,7	1532,2	1419,5	1374,2	1606,8
	Débit	1284,7	1475,1	1542,3	1625,5	1888,1
1_B_N_N_E	Marchandises générales, base balance des paiements	-960,6	-1007,6	-1087,3	-1169,0	-1285,4
	Crédit	324,1	467,5	455,0	456,5	602,7
	Débit	1284,7	1475,1	1542,3	1625,5	1888,1
1_B_N_N_E	<i>Dont : Réexportations</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1_B_N_N_E	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	-0,6	-1,0	0,0	0,0	0,0
	Crédit	-0,6	-1,0			
	Débit	0,0	0,0			
1_B_N_N_E	Or non monétaire	804,1	1065,6	964,5	917,7	1004,1
	Crédit	804,1	1065,6	964,5	917,7	1004,1
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1_B_N_N_E	Services	-338,6	-367,2	-854,1	-850,1	-923,6
	Crédit	193,9	176,1	211,7	225,6	256,0
	Débit	532,4	543,3	1065,9	1075,7	1179,7
1_B_N_N_E	Transport	-330,4	-342,1	-362,0	-344,9	-384,7
	Crédit	4,8	1,3	0,7	1,9	8,3
	Débit	335,2	343,4	362,6	346,9	393,0
1_B_N_N_E	<i>Dont fret</i>	-266,2	-305,8	-319,7	-299,7	-342,7
	Crédit	0,3	0,0	0,0	0,3	5,7
	Débit	266,5	305,8	319,7	299,9	348,4
1_B_N_N_E	Voyages	43,1	20,3	30,0	33,6	21,3
	Crédit	99,3	72,4	88,2	104,8	109,9
	Débit	56,2	52,1	58,2	71,2	88,6
1_B_N_N_E	Autres services	-51,2	-45,4	-522,2	-538,7	-560,3
	Crédit	89,8	102,4	122,9	118,9	137,8
	Débit	141,0	147,9	645,1	657,7	698,1
1_B_N_AL_E	Revenu primaire	-217,9	-234,8	-213,7	-190,0	-174,8
	Crédit	27,5	41,4	40,6	46,6	56,7
	Débit	245,5	276,2	254,3	236,6	231,5
1_B_N_AL_E	Rémunération des salariés	-4,3	-1,5	1,1	2,6	1,3
	Crédit	15,3	16,5	18,5	21,3	22,7
	Débit	19,6	18,0	17,4	18,7	21,4
3_B_N_AL_E	Revenus des investissements	-208,3	-235,1	-213,4	-197,4	-173,5
	Crédit	12,2	17,0	16,9	20,0	29,8
	Débit	220,6	252,1	230,3	217,4	203,3
1_B_N_AL_E	Autre revenu primaire	-5,3	1,8	-1,4	4,8	-2,7
	Crédit	0,0	7,9	5,3	5,3	4,2
	Débit	5,3	6,1	6,6	0,5	6,9
2_B_AL_AL_E	Revenu secondaire	403,8	405,8	1005,5	957,2	967,3
	Crédit	465,4	463,3	1076,1	1023,1	1039,3
	Débit	61,7	57,4	70,6	65,9	72,0
2_B_GG_AL_E	Administrations publiques	81,0	29,0	625,4	569,8	542,9
	Crédit	96,9	42,6	635,9	571,7	546,8
	Débit	15,9	13,6	10,5	1,9	4,0
2_B_GG_AL_E	Coopération internationale courante	81,1	29,0	625,4	570,0	542,9
	Crédit	96,9	42,6	635,9	571,7	546,8
	Débit	15,9	13,6	10,5	1,7	4,0
2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLM	322,7	376,8	380,2	387,4	424,4
	Crédit	368,5	420,7	440,3	451,4	492,4
	Débit	45,8	43,9	60,1	64,0	68,0
2_B_OS_AL_E	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	313,4	367,4	374,7	379,6	403,1
	Crédit	354,7	406,0	423,4	433,7	460,2
	Débit	41,3	38,6	48,8	54,1	57,2
2_B_OS_AL_E	Envois de fonds des travailleurs	313,4	367,4	374,7	379,6	403,1
	Crédit	354,7	406,0	423,4	433,7	460,2
	Débit	41,3	38,6	48,8	54,1	57,2
2_B_OS_AL_E	Autres transferts courants	9,3	9,4	5,5	7,8	21,4
	Crédit	13,8	14,8	16,8	17,7	32,2

Code SDMX	Nom du poste	2011	2012	2013	2014	2015
2_B_AL_AL_E	Compte de capital	184,3	53,4	129,3	114,1	202,5
	Crédit	184,4	55,6	130,1	124,0	207,9
	Débit	0,0	2,2	0,8	9,9	5,5
2_B_AL_AL_E	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0,0	-1,8	-0,8	-2,0	-3,9
	Crédit	0,0	0,1	0,0	0,0	0,5
	Débit	0,0	1,9	0,8	2,0	4,5
2_B_AL_AL_E	Transferts de capital	184,3	55,1	130,1	116,1	206,4
	Crédit	184,4	55,5	130,1	124,0	207,4
	Débit	0,0	0,3	0,0	7,9	1,0
2_B_GG_AL_E	Administration publique	151,9	15,7	105,3	96,7	178,7
	Crédit	151,9	15,7	105,3	102,3	178,7
	Débit	0,0	0,0	0,0	5,6	0,0
2_B_GG_AL_E	Remises de dette	13,6	6,6	25,5	14,9	59,9
	Crédit	13,6	6,6	25,5	14,9	59,9
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_GG_AL_E	Autres transferts de capital	138,3	9,2	79,8	81,8	118,8
	Crédit	138,3	9,2	79,8	87,4	118,8
	Débit	0,0	0,0	0,0	5,6	0,0
2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	32,4	39,4	24,8	19,4	27,7
	Crédit	32,4	39,7	24,8	21,7	28,7
	Débit	0,0	0,3	0,0	2,3	1,0
2_B_OS_AL_E	Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_OS_AL_E	Autres transferts de capital	32,4	39,4	24,8	19,4	27,7
	Crédit	32,4	39,7	24,8	21,7	28,7
	Débit	0,0	0,3	0,0	2,3	1,0
B_B_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	-2131,9	-2092,5	-2057,5	-2224,2	-2214,2
4_N_AL_AL_E	Compte financier	-106,0	-97,4	-137,9	-106,3	-161,9
	Acquisition nette d'actifs financiers	262,1	103,9	87,2	129,8	188,8
	Augmentation nette de passifs	368,0	201,3	225,1	236,1	350,7
4_N_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-106,0	-97,4	-137,9	-106,3	-161,9
4_N_AL_AL_E	Investissement direct	-260,4	-195,0	-150,7	-70,9	-114,2
	Acquisition nette d'actifs financiers	2,1	8,1	1,4	0,3	48,7
	Augmentation nette de passifs	262,4	203,1	152,1	71,2	162,9
4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	-183,3	-88,1	-45,4	-59,4	-5,6
	Acquisition nette d'actifs financiers	2,1	8,2	1,4	0,3	48,7
	Augmentation nette de passifs	185,4	96,3	46,8	59,7	54,3
4_N_AL_AL_E	Instruments de dette	-77,1	-106,9	-105,3	-11,5	-108,6
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	77,0	106,9	105,3	11,5	108,6
4_N_AL_AL_E	Investissements de portefeuille	-18,4	-5,2	-0,5	-88,9	-63,7
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,9	0,5	0,5	1,5	0,1
	Augmentation nette de passifs	19,3	5,7	1,0	90,4	63,8
4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	0,1	1,8	0,6	0,0	-0,7
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,6	0,0	0,1	0,0	0,1
	Augmentation nette de passifs	0,5	-1,8	-0,5	0,0	0,8
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,1	1,8	0,6	0,0	-0,7
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,6	0,0	0,1	0,0	0,075
	Augmentation nette de passifs	0,5	-1,8	-0,5	0,0	0,814
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,1
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,1	1,8	0,6	0,0	-0,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,6	0,0	0,1	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,5	-1,8	-0,5	0,0	0,8

Code SDMX	Nom du poste	2011	2012	2013	2014	2015
4_N_AL_AL_E	Titres de créance	-18,5	-7,0	-1,1	-88,9	-62,9
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,3	0,5	0,4	1,5	0,0
	Augmentation nette de passifs	18,8	7,5	1,5	90,4	62,9
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-20,1	-7,5	-1,5	-90,4	-59,2
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0000
	Augmentation nette de passifs	20,1	7,5	1,5	90,4	59,1996
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	1,6	0,5	0,4	1,5	-3,7
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,3	0,5	0,4	1,5	0,000
	Augmentation nette de passifs	-1,3	0,0	0,0	0,0	3,739
4_N_FC_AL_E	<i>Autres sociétés financières</i>	<i>0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>1,5</i>	<i>-3,7</i>
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,1	0,5	0,4	1,5	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	3,7
4_N_NC_AL_E	<i>Sociétés non financières, ménages et ISBLSM</i>	<i>1,5</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	-1,3	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Autres investissements	172,8	102,8	13,3	53,5	15,9
	Acquisition nette d'actifs financiers	259,1	95,3	85,3	128,0	140,0
	Augmentation nette de passifs	86,3	-7,5	72,1	74,5	124,1
4_N_AL_AL_E	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Autres titres de créances	172,8	102,8	13,3	53,5	15,9
	Acquisition nette d'actifs financiers	259,1	95,3	85,3	128,0	140,0
	Augmentation nette de passifs	86,3	-7,5	72,1	74,5	124,1
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-123,3	-5,0	-77,8	-55,6	-127,7
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	123,3	5,0	77,8	55,6	127,7
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	296,1	107,8	91,1	109,1	143,6
	Acquisition nette d'actifs financiers	259,1	95,3	85,3	128,0	140,0
	Augmentation nette de passifs	-37,0	-12,5	-5,7	18,9	-3,603
4_N_FC_AL_E	<i>Autres sociétés financières</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>-1,0</i>
	Acquisition nette d'actifs financiers	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	-0,1	0,0	0,0	1,0
4_N_NC_AL_E	<i>Sociétés non financières, ménages et ISBLSM</i>	<i>296,1</i>	<i>107,7</i>	<i>91,0</i>	<i>109,1</i>	<i>144,6</i>
	Acquisition nette d'actifs financiers	259,1	95,3	85,2	128,0	140,022
	Augmentation nette de passifs	-37,0	-12,4	-5,7	18,9	-4,594
5_N_AL_AL_E	Erreurs et omissions nettes	1 981,3	1 996,2	1 983,7	1 984,9	1 965,7
	Crédit	-1 731,4	-2 157,7	-2 711,8	-2 635,1	-3 011,7
	Débit	-3 712,7	-4 153,9	-4 695,5	-4 620,0	-4 977,4
0_N_N_N_E	Solde global	-44,6	1,1	64,1	-133,0	-86,6
	Crédit	5,4	7,0	79,1	28,6	-33,8
	Débit	50,0	5,9	15,0	161,6	52,7
	Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	44,6	-1,1	-64,1	133,0	86,6
	Acquisition nette d'actifs financiers	-5,4	-7,0	-79,1	-28,6	33,8
	Augmentation nette de passifs	-50,0	-5,9	-15,0	-161,6	-52,7
4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-29,2	43,8	60,6	153,5	102,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	-40,8	36,5	47,4	144,3	97,3
	Augmentation nette de passifs	-11,7	-7,3	-13,2	-9,2	-4,7
4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	73,8	-44,9	-124,7	-20,5	-15,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	35,5	-43,5	-126,5	-172,9	-63,5
	Augmentation nette de passifs	-38,3	1,5	-1,8	-152,4	-48,0



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int